



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique
N° 136 – 3^{ème} trimestre 2008

Conjoncture économique

Sommaire

Synthèse	3
Le contexte international et national	4
La conjoncture du troisième trimestre à la Martinique	5
Annexes statistiques	13
Note méthodologique	14
Les secteurs d'activité	15
Vue d'ensemble des secteurs.....	16
Agriculture et élevage.....	17
Le secteur agroalimentaire.....	20
Les autres industries.....	22
Le secteur du bâtiment et des travaux publics.....	23
Le secteur du commerce.....	27
Le secteur des services aux entreprises.....	29
Le secteur de l'hôtellerie et du tourisme.....	30
Les entreprises	32
L'investissement des entreprises.....	33
Les conditions de financement offertes aux entreprises.....	33
La vulnérabilité des entreprises.....	34
Dernières données chiffrées.....	34
Les ménages	36
La consommation des ménages	37
L'investissement des ménages	37
La vulnérabilité des ménages.....	38
Dernières données chiffrées.....	38
Sélection d'indicateurs macroéconomiques	40
Le marché de l'emploi.....	41
L'inflation.....	41
Le commerce extérieur.....	42
Dernières données chiffrées.....	42
Liste des publications	44

***Synthèse de la
conjoncture économique
à la Martinique***

Conjoncture économique

Conjoncture internationale du troisième trimestre 2008

Détérioration de l'activité et modération de l'inflation

L'économie internationale ralentit progressivement depuis un an et marque le pas au troisième trimestre 2008. Ce phénomène, engendré par la correction de la bulle immobilière, la forte hausse jusqu'à l'été des prix des matières premières et les perturbations des marchés financiers liées à la crise des *subprimes*, s'est aggravé dans un contexte de chute des prix d'actifs et de hausse des pertes. La baisse de confiance entre les banques a entraîné une crise de liquidité et l'aggravation de la crise financière s'est répercutée sur l'économie réelle en raison notamment d'une baisse de la solvabilité. Le ralentissement économique intéresse, à des degrés divers, toutes les zones, aussi bien l'Europe que le Japon, les Etats-Unis et les économies émergentes. Dans le même temps, les tensions inflationnistes de l'été se sont atténuées, suite au repli des cours des matières premières et au ralentissement de l'activité mondiale. La détérioration marquée des perspectives de l'activité économique ne présage pas d'une reprise à court terme des moteurs de la croissance économique mondiale.

Malgré la bonne performance du second trimestre (0,7% en rythme trimestriel), la **croissance américaine** se replie de 0,1% au troisième trimestre (-0,3% en rythme annualisé). Ce ralentissement traduit le retournement de la consommation des ménages (qui enregistre sa première diminution depuis 1991¹), alors que celle-ci représente en moyenne 70% de la croissance. La poursuite du recul de l'investissement, en particulier dans l'immobilier et les équipements informatiques, pénalise également la croissance mais dans une moindre mesure que les trimestres précédents. La dépense publique, stimulée par une hausse significative des dépenses militaires, et le commerce extérieur ont atténué ces contre-performances en contribuant positivement à la croissance. Le taux d'inflation (4,9% en septembre) a légèrement fléchi en raison d'un retournement des cours des matières premières mais reste à des niveaux historiquement élevés. Le taux directeur de la Réserve Fédérale, inchangé à 2% au cours du second trimestre, a été abaissé par 2 fois en octobre, revenant à 1%. Les rééquilibrages de portefeuille provenant des achats forcés de dollars américains de la part d'investisseurs en difficulté² ont contribué à l'appréciation de la devise américaine³ au cours du troisième trimestre.

Le **Japon** entre en récession avec un deuxième trimestre consécutif de baisse de son produit intérieur brut (-0,1% après -0,9%) en raison du recul important de l'investissement des entreprises, touchées par la chute de la demande des Etats-Unis et les difficultés rencontrées pour obtenir des financements⁴. Sur le trimestre, l'inflation est restée stable (2,1% en septembre, après un pic en juillet). Cette récession est la première au Japon depuis 2001, lors de l'éclatement de la "bulle Internet".

Concernant la **zone euro**, l'activité économique s'est également contractée sur les deux derniers trimestres (-0,2% sur chacun). L'Allemagne et l'Italie entrent en récession avec deux trimestres négatifs consécutifs (-0,5%, après -0,4%) et l'Espagne est en repli (-0,2% contre 0,1% au second trimestre). Toutefois, par rapport au 3^{ème} trimestre 2007, le PIB de la zone euro a progressé de 0,7%. Le taux d'inflation annuel de la zone euro est en baisse par rapport au second trimestre, à 3,6% en septembre 2008 mais il était de 2,1% un an auparavant. Compte tenu des tensions inflationnistes persistantes à la fin du second trimestre, la BCE avait relevé son taux directeur à deux reprises au cours du troisième trimestre, portant le taux de refinancement à 4,25% mais elle l'a depuis baissé à deux reprises de 0,5 point, en octobre et novembre, le ramenant à 3,25%, soit son niveau d'octobre 2006⁵.

Au **Royaume-Uni**, le PIB s'est contracté de 0,5% après une croissance nulle au second trimestre. Il s'agit de la première baisse depuis le début des années 1990. La Banque d'Angleterre a baissé à deux reprises (en octobre puis novembre) son taux directeur de 50 puis de 150 points de base, le ramenant à 3,0%.

En **France**, le produit intérieur brut augmente de 0,1% en volume après un deuxième trimestre négatif (- 0,3%). On observe une légère reprise des dépenses de consommation des ménages et une moindre diminution de l'investissement du fait du rebond de la FBCF des entreprises ; l'investissement des

¹ -0,8% contre +0,3% au second trimestre, en rythme trimestriel.

² Les investisseurs, tels les hedge funds, qui se sont endettés pour acheter des actifs libellés en dollars américains sont entrés dans un processus de vente de ces actifs pour rembourser leurs dettes. Afin de compenser leurs pertes et honorer leur engagement, ils deviennent donc demandeurs de dollars.

³ Appréciation de 9% du dollar par rapport à l'euro entre le 1er juillet et le 30 septembre.

⁴ Bien que les conditions d'obtention de crédits se sont moins durcies que dans d'autres économies avancées.

⁵ Le 4 décembre 2008, la BCE a une nouvelle fois abaissé son taux directeur de 75 points de base. Il est désormais fixé à 2,5 %.

Conjoncture économique

ménages et des administrations continue d'être en retrait, mais beaucoup moins fortement. Après une contribution négative au trimestre précédent, le solde extérieur est neutre sur l'évolution du PIB, mais le déficit commercial continue de se creuser (-6,250 milliards d'€). L'emploi salarié des secteurs marchands (hors agriculture) s'est légèrement redressé au troisième trimestre (0,1%) malgré une baisse notable dans l'industrie et dans l'intérim. L'inflation connaît un ralentissement (3% en glissement annuel fin septembre) qui devrait se poursuivre avec la diminution des prix de l'énergie.

Enfin, s'agissant des **économies émergentes**, le ralentissement de l'activité observé au second trimestre se confirme sur le troisième trimestre et les vives tensions inflationnistes se sont également atténuées. Le PIB de la Chine a ralenti au troisième trimestre (2,1%, contre 2,4% au trimestre précédent, soit 9,0%, en rythme annualisé après 10,1 % le trimestre précédent). Ce fléchissement est principalement imputable à la détérioration de la demande extérieure et à la fermeture d'usines pendant les Jeux Olympiques. Face au recul de l'inflation et à l'intensification des tensions financières au niveau mondial, la Banque populaire de Chine a abaissé ses taux directeurs à deux reprises en octobre, ramenant le taux de prêts interbancaires à un an à 6,6% et celui des dépôts à un an à 3,6%.

La conjoncture du troisième trimestre 2008 à la Martinique

Après un début d'année favorable, l'activité a fléchi au troisième trimestre. Le ralentissement déjà à l'œuvre dans le tourisme et, dans une moindre mesure, dans l'industrie semble désormais s'étendre à l'ensemble des secteurs. Les incertitudes concernant la contagion des effets de la crise financière à l'économie viennent renforcer la morosité liée aux processus d'adoption de la nouvelle Loi d'orientation pour l'Outre-mer. Ces éléments ont pesé sur l'opinion des chefs d'entreprise concernant leur activité aussi bien passée que prévue.

L'enquête d'opinion de l'Iedom auprès des chefs d'entreprise

Au troisième trimestre 2008, le moral des chefs d'entreprise se dégrade

A fin septembre 2008, l'enquête trimestrielle de conjoncture économique de l'Iedom révèle une dégradation du niveau de confiance des chefs d'entreprise, qui se situe désormais en-deçà de la moyenne de longue période. Par ailleurs, l'enquête fait ressortir des soldes d'opinion négatifs en matière d'intentions d'embauches. Les soldes d'opinion relatifs à l'investissement et à l'évolution de la trésorerie contribuent dans une moindre mesure à la dégradation d'ensemble de la confiance.

Dans le détail, l'ensemble des secteurs, hormis l'industrie agroalimentaire, a fait état d'une activité en baisse. Pour la première fois depuis 2004, les services aux entreprises ont connu une dégradation marquée de leur courant d'affaires, tandis que le secteur touristique peine à se redresser et que l'activité est atone dans la construction. Ce contexte difficile n'est pas de nature à encourager les embauches, notamment dans les secteurs des services et du tourisme, où les effectifs s'inscrivent en repli par rapport au trimestre précédent. Dès lors, les charges d'exploitation s'allègent au troisième trimestre 2008.

Par ailleurs, les délais de paiement s'allongent, initiant une nouvelle augmentation du besoin en fonds de roulement, ce qui vient grever la trésorerie, notamment dans la construction. Conjugué à l'attentisme général, et pour la première fois depuis 1997, les entreprises reportent de manière sensible leurs intentions d'investissement.

Les indicateurs macroéconomiques

Commerce extérieur

Le taux de couverture se dégrade à nouveau

A fin septembre 2008, le **taux de couverture des importations par les exportations** a enregistré un nouveau repli. Il atteint 12,8% à fin septembre 2008 contre 14,4% un an auparavant. Ceci résulte d'une augmentation marquée des importations : celles-ci s'établissent à 750,2 millions d'euros en données cvs, soit

Conjoncture économique

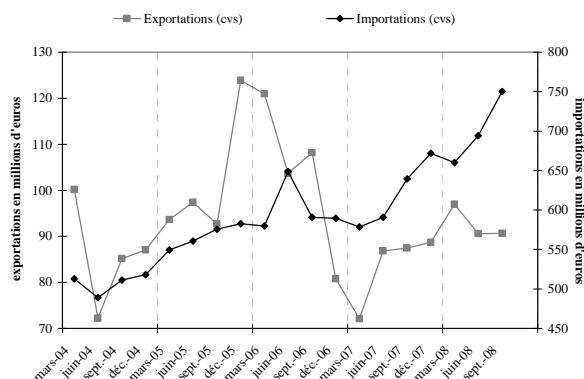
une hausse trimestrielle de 8,1%. A l'inverse, la croissance des exportations est quasiment nulle sur la période : +0,1% en données cvs pour atteindre 90,7 millions d'euros.

L'augmentation des importations résulte pour l'essentiel de la hausse des produits énergétiques (+37,6% en données cvs sur trois mois) et, dans une moindre mesure, de celle des biens d'équipement (+13,7%). Dans le même temps, la valeur des importations de produits de l'industrie automobile enregistre une diminution marquée d'un trimestre sur l'autre (-19,2%).

De son côté, le niveau des exportations pâtit du manque de vigueur des expéditions de produits agricoles au troisième trimestre (-67,1% en données cvs sur trois mois). A l'inverse, la valeur des exportations de produits énergétiques croît de 70,5% sur la période pour atteindre 55,9 millions d'euros en données cvs.

Importations et exportations globales

(en millions d'euros)



Source : Douanes, données trimestrielles

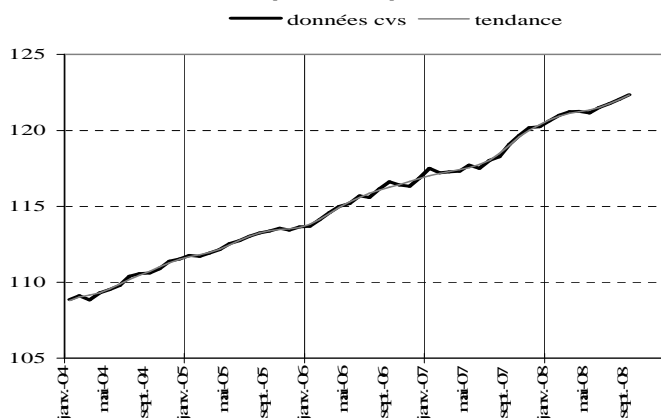
Inflation

Hausse des prix au troisième trimestre 2008

La Martinique enregistre une accélération de la hausse des prix. A fin septembre 2008, la croissance annuelle de l'**indice des prix** atteint +2,8% (contre +3% au plan national, à la Guadeloupe et à la Réunion). Les prix de l'énergie (+9,4% sur un an) et de l'alimentation (+3,8%) contribuent à la tendance inflationniste annuelle.

Par ailleurs, entre juin et septembre, l'inflation s'accélère (+0,7% en données cvs et +1,2% en données brutes contre +0% au trimestre précédent).

Indice des prix à la consommation (base 1998)



Source : Insee, données mensuelles

Dans le détail, ce sont à nouveau les postes « alimentation » (+2,4%) et « énergie » (+5,7%) qui contribuent le plus significativement à l'inflation trimestrielle. A cet égard, les prix des produits frais tirent l'inflation alimentaire, avec une croissance de +6,2%. En ce qui concerne les produits pétroliers, les prix à la pompe passent respectivement de 1,44 euro par litre à 1,49 euro par litre pour l'essence sans plomb et de 1,14 euro par litre à 1,2 euro par litre pour le gazole entre juin et septembre 2008⁶.

Dans le même temps, les prix des produits manufacturés et des services restent quasiment stables (respectivement +0,1% et +0,2%).

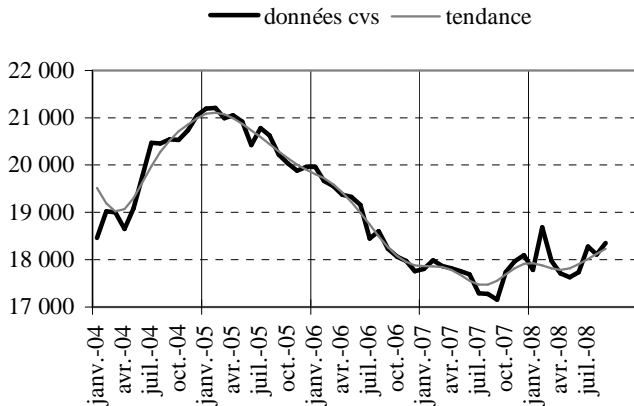
⁶ Au 1^{er} décembre 2008, le prix du litre d'essence sans plomb et le litre de gazole ont été respectivement fixés à 1,32 €/l et 1,06 €/l compte tenu de la baisse du cours du pétrole brut.

Conjoncture économique

Emploi

La dégradation du marché de l'emploi se confirme

Bénéficiaires des Assedic



Source : Assedic Martinique, données mensuelles

Le marché de l'emploi s'est légèrement détérioré à fin septembre 2008. Ainsi, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie 1 (DEFM1) a atteint 34 898, soit une croissance trimestrielle de 0,8% en données cvs.

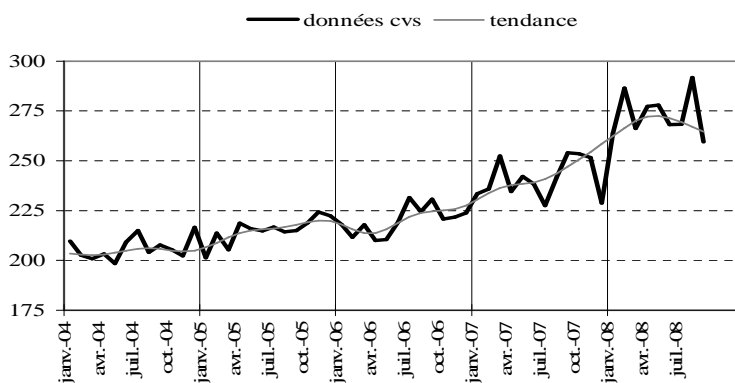
Les indicateurs d'indemnisation du chômage témoignent d'une tendance similaire. Ainsi, quelques 18 321 personnes sont allocataires des Assedic à fin septembre, en hausse trimestrielle cvs de 3,5%.

De leur côté, les chiffres du RMI s'inscrivent une nouvelle fois en baisse : le nombre de bénéficiaires s'élève à 27 829, en recul de 3,9% sur la même période et en données cvs. Cette situation peut être rapprochée du report d'une partie des bénéficiaires sur le Revenu de Solidarité ainsi que de la pérennisation de certains contrats aidés.

Consommation

La consommation des ménages demeure atone

Indice du chiffre d'affaires de la grande distribution (base 1990)



Source : Direction Régionale de la Consommation, de la Concurrence et de la Répression des Fraudes

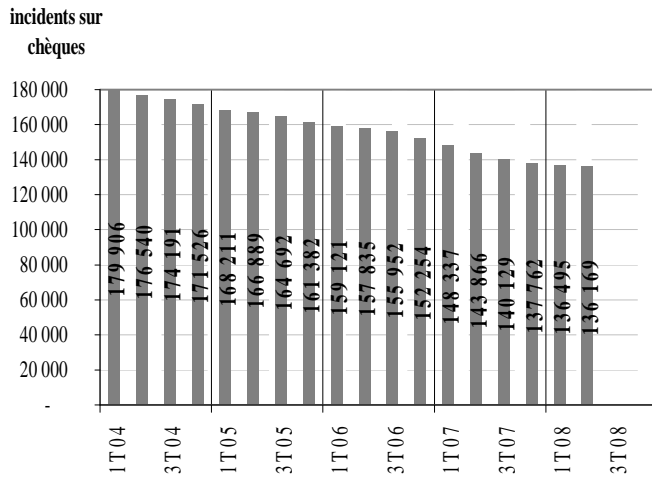
Comme le soulignent les répondants du secteur commercial, la consommation des ménages s'est révélée terne. Ainsi, l'indice du chiffre d'affaires de la grande distribution enregistre entre juin et septembre un recul de 3,2% en données cvs.

Dans le même temps, les importations de biens de consommation demeurent quasiment stables. Elles augmentent d'à peine 2% en valeur et en données cvs sur la période, pour une inflation de 0,7%.

En revanche, les encours de crédit à la consommation croissent de 9,3% sur un an à fin septembre 2008, après 9,5% au trimestre précédent.

Conjoncture économique

Incidents de paiement sur chèques



L'assainissement de la situation financière des ménages se poursuit, quoiqu'à un rythme moins soutenu. Ainsi, le stock d'incidents de paiement sur chèque diminue de 2% sur un an à fin septembre 2008, tandis que le nombre de personnes physiques frappées d'une interdiction bancaire se replie de 2,2% sur la même période pour atteindre 18 389. Le nombre de retraits de carte bancaire connaît une évolution annuelle similaire et s'élève désormais à 3 987. De son côté, le nombre de dépôts de dossiers sur trois mois au **Secrétariat de la Commission de Surendettement** enregistre un recul annuel de 0,4% pour atteindre 79 à fin septembre 2008. Les premiers résultats du 4^{ème} trimestre laissent cependant présager un retournement de tendance.

Source : Banque de France

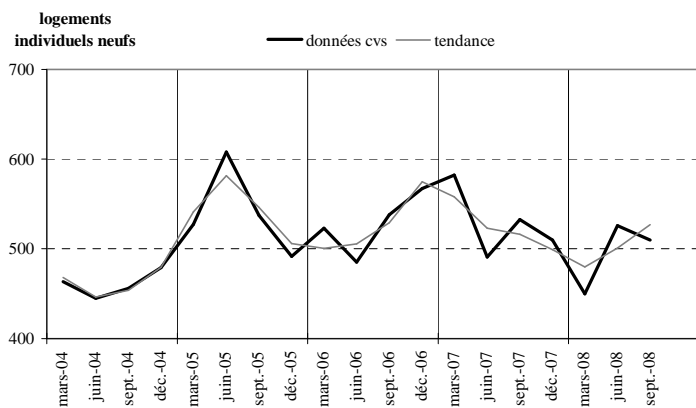
Investissement

L'investissement des ménages marque le pas au troisième trimestre...

L'investissement des ménages s'essouffle au cours du troisième trimestre. A fin septembre 2008, les attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel à des logements individuels neufs diminuent de 3,1% d'un trimestre sur l'autre en données cvs.

Dans le même temps, le rythme de croissance annuel des encours de crédit à l'habitat aux ménages s'infléchit, passant de +13,4% sur un an à fin septembre 2007 à +10,8% sur un an à fin septembre 2008.

Attestations de conformité électrique attribuées à des logements individuels



Source : Consuel

... tandis que les entreprises repoussent leurs investissements...

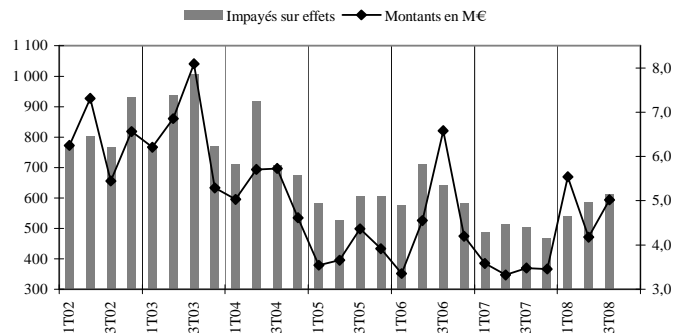
Au troisième trimestre 2008, les **importations de biens d'équipement** enregistrent un recul annuel de 0,1% en valeur, évolution à rapprocher d'une inflation de +2,8% sur la même période, ce qui suggère un ralentissement de l'effort d'investissement sur la période sous revue. Néanmoins, les entreprises recourent de manière accrue au système bancaire (local ou non) : les encours de crédit à l'investissement octroyés aux entreprises enregistrent une augmentation de 17% pour atteindre 1 575,1 millions d'euros à fin septembre 2008. Cette évolution recouvre néanmoins des situations contrastées : si quelques projets pilotés par des grands groupes ont pu tirer les crédits à l'investissement à la hausse, la majeure partie des petites entreprises, et notamment les entrepreneurs individuels ont reporté leur effort d'investissement.

Conjoncture économique

... dans un contexte de tensions de trésorerie accrues

Incidents de paiement sur effets de commerce

L'analyse des **indicateurs de vulnérabilité** suggère que la santé financière des entreprises s'est fragilisée entre juin et septembre 2008. Avec une hausse annuelle de 22,1%, le nombre d'incidents de paiement sur effets de commerce atteint 614 à fin septembre 2008, tandis que les montants correspondants enregistrent une augmentation de 44,3% sur un an pour s'élever à 5 millions d'euros.



Source : Banque de France

Conformément aux soldes d'opinions des chefs d'entreprise pour le troisième trimestre, ce sont les secteurs de la construction et du commerce qui semblent confrontés aux tensions de trésorerie les plus vives. Parallèlement, le nombre de personnes morales en situation d'interdit bancaire croît de 3,8% sur un an pour s'établir à 2 080 à fin septembre 2008, soit le plus haut niveau atteint depuis 2001.

Les secteurs d'activité

Services

Dégradation sensible de l'activité entre juillet et septembre

Au troisième trimestre 2008, les **entreprises du secteur des services** interrogées dans le cadre de l'enquête trimestrielle de conjoncture de l'Iedom déplorent la morosité du courant d'affaires. Les sous-secteurs du gardiennage, du nettoyage industriel et du travail temporaire accusent le contrecoup de l'atonie ambiante. Dans ce contexte, les dirigeants d'entreprise révisent à la baisse leurs perspectives de croissance du chiffre d'affaires sur la fin de l'année, d'autant que le carnet de commandes pâtit de la morosité générale.

Dans ce contexte, le secteur a également été contraint de diminuer son niveau d'embauches et ce, pour la première fois depuis son inclusion dans l'enquête de conjoncture de l'Iedom (juin 2004). Les contractions d'effectifs seraient amenées à se poursuivre au quatrième trimestre 2008. Malgré la légère diminution des charges d'exploitation et l'augmentation des tarifs constatés au troisième trimestre, l'allongement continu des délais de paiement contribue à la dégradation de la trésorerie. En conséquence, si le secteur souhaite poursuivre son effort d'investissement, le niveau des soldes d'opinion se situe nettement en-deçà de la moyenne de longue période.

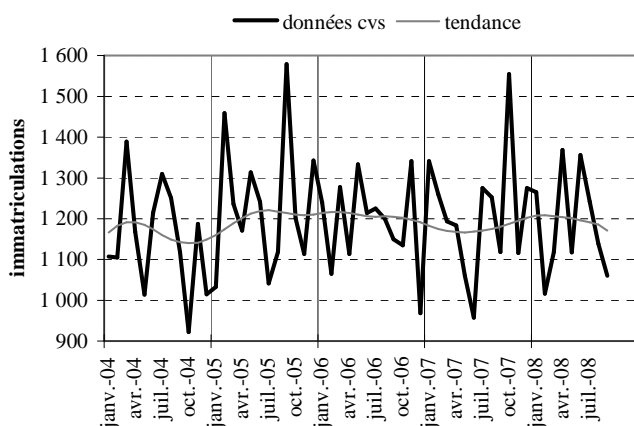
Commerce

Automobile et grande distribution en berne

A l'instar des difficultés rencontrées aux plans national et international par le secteur, le commerce automobile en Martinique accuse une contraction significative de son activité. Ainsi, les importations correspondantes diminuent de 19,2% d'un trimestre sur l'autre en données cvs, tandis que le nombre d'immatriculations de véhicules particuliers neufs accuse un recul de 21,8% entre juin et septembre 2008 (en données cvs).

Conjoncture économique

Immatriculations de véhicules particuliers neufs



Source : Association auxiliaire de l'automobile, données mensuelles

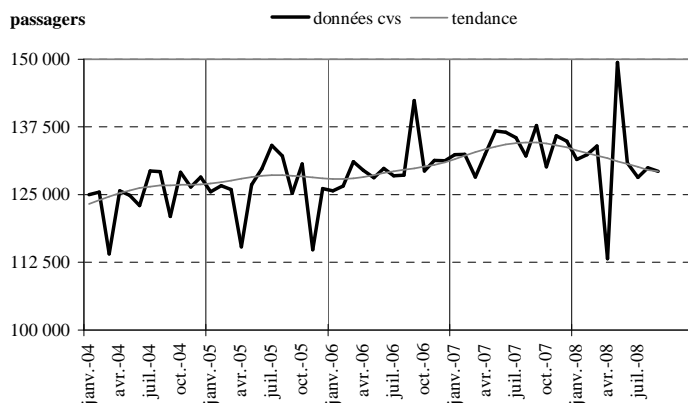
Parallèlement, l'indice du chiffre d'affaires de la grande distribution enregistre une diminution de 3,2% en données cvs entre juin et septembre 2008, mettant en exergue l'atonie de la consommation, ce qui est de nature à peser sur la confiance des dirigeants d'entreprise quant à l'évolution de l'activité sur la fin de l'année. Au final, conformément à leurs anticipations, les **chefs d'entreprises du secteur commercial** ont déploré un troisième trimestre peu vigoureux en dépit de la stabilité des prix pratiqués.

Par ailleurs, malgré l'allègement des charges d'exploitation et des délais de règlement, la trésorerie continue à se dégrader, notamment dans le sous-secteur de l'équipement du logement et de la personne. En conséquence, les prévisions d'investissement diminuent et s'établissent en-deçà de la moyenne de longue période. Dans ce contexte difficile, l'ouverture d'un centre commercial foyalais prévue au quatrième trimestre pourrait contribuer à compléter l'offre commerciale et à redynamiser le centre-ville.

Tourisme

Un contexte difficile à l'approche de la haute saison

Fréquentation de l'aéroport international Aimé Césaire



Source : Chambre de commerce et d'industrie, données mensuelles

A fin septembre 2008, les **professionnels du tourisme** font état d'une dégradation de leur courant d'affaires. Les perspectives s'avèrent peu encourageantes pour le lancement de la haute saison au quatrième trimestre.

Tous les indicateurs corroborent ce sentiment, y compris le nombre de passagers recensés à l'aéroport sur la période, qui enregistre une diminution trimestrielle de 1,2% en données cvs à fin septembre (-2,2 % sur un an en cumul annuel).

Le secteur hôtelier subit également l'atonie de l'activité. Les dernières statistiques disponibles laissent apparaître une baisse de la fréquentation des hôtels martiniquais : selon l'Insee, le taux d'occupation des hôtels s'établissait à 57% à fin août 2008, contre 62% un an plus tôt. De son côté, le collectif hôtelier « Ziléa »⁷ affichait une diminution de chiffre d'affaires avoisinant 24% sur la même période. Parallèlement en septembre, pour le cinquième mois consécutif, aucun navire de croisière n'a fait escale à la Martinique, tout comme l'année précédente. Dans ce contexte, le secteur n'envisage ni embauches ni investissement, d'autant que l'ensemble des professionnels du tourisme ont déploré une nouvelle dégradation de leur trésorerie.

⁷ Le club des professionnels du séjour en Martinique « Ziléa » est un collectif regroupant 19 hôtels.

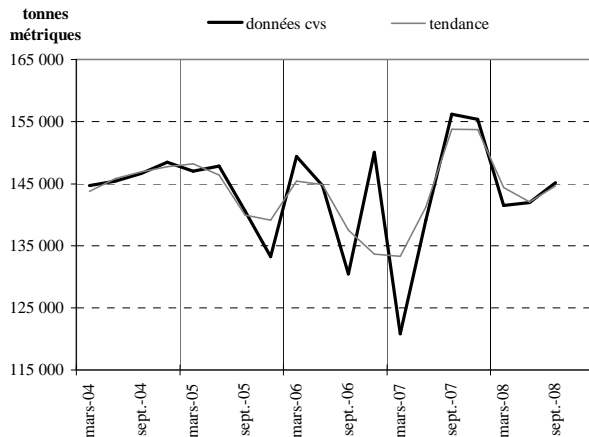
Conjoncture économique

Industrie

Une activité peu vigoureuse

Conformément aux anticipations formulées au trimestre précédent, les **entreprises industrielles** ont fait part d'une contraction de leur chiffre d'affaires. C'est notamment le cas dans le sous-secteur des travaux du métal et du bois, qui pâtit de l'atonie du secteur de la construction.

Produits pétroliers mis à la consommation



Source : Sara, données trimestrielles

Cette situation occasionne de hauts niveaux de stocks, notamment dans le segment de la fabrication de matériaux de construction. L'allongement des délais de paiement, notamment dans les sous-secteurs chimiques et parachimiques, contribue à la dégradation de la situation de trésorerie et par là même, au report des intentions d'investissement.

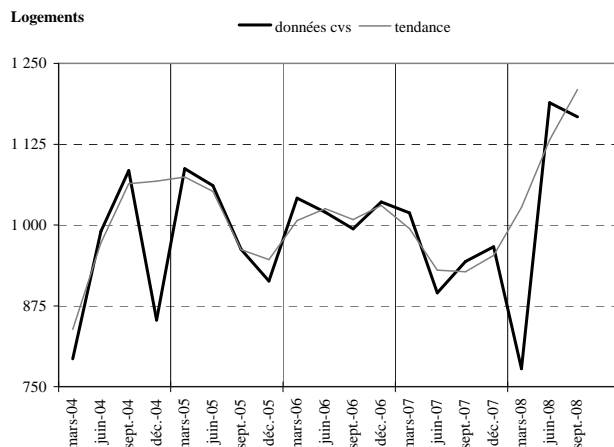
Les indicateurs disponibles corroborent le sentiment d'une activité en repli : ainsi, les données de la Société Anonyme de Raffinerie aux Antilles (Sara) indiquent une diminution annuelle de 6,8% des quantités d'hydrocarbures traités sur l'île.

Construction

Atonie dans le secteur

Au troisième trimestre 2008, l'activité s'avère terne dans le **secteur du BTP**, notamment dans le segment des travaux publics.

Attestations de conformité électrique délivrées à des logements neufs



Source : Consuel, données trimestrielles

Les indicateurs disponibles corroborent le sentiment d'un ralentissement de la construction au troisième trimestre 2008. Ainsi, la production de ciment se replie de 1,3 % en données cvs entre juin et septembre 2008. En revanche, malgré une baisse de 1,8 % sur la même période en données cvs, le nombre d'attestations de conformité électrique délivrées à des logements neufs reste à un niveau élevé.

Les chefs d'entreprise concernés exprimaient également leurs inquiétudes quant au moindre dynamisme de la commande publique ou, plus largement, aux impacts des changements réglementaires à venir (cf. l'orientation de la Lodeom en matière de défiscalisation et d'exonérations de charges sociales).

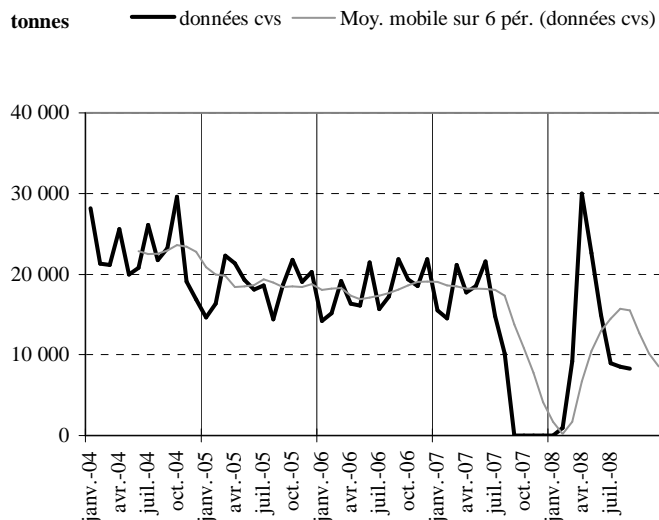
Dans un contexte de raffermissement modéré des prix, les perspectives ne seraient cependant pas de nature à justifier de nouvelles embauches. Par ailleurs, au vu de l'aggravation des tensions sur la trésorerie, les prévisions d'investissement affichées risquent de se faire dans un contexte de difficultés accrues.

Conjoncture économique

Secteur primaire

Un secteur en convalescence

Expéditions de banane



Source : Douanes, données mensuelles

Un an après Dean, le secteur primaire peine à tirer profit des efforts de reconstruction déployés par les professionnels. D'un trimestre sur l'autre, les exportations de produits agricoles reculent de 67,1% en données cvs (-27,6 % entre le troisième trimestre 2006 et le troisième trimestre 2008). Sur la même période, les expéditions de bananes diminuent de 44,7%. En revanche, les prix de la banane martiniquaise augmentent entre juin et septembre, enregistrant une hausse de 10,4% en données cvs pour s'établir à 65 centimes d'euro par kilogramme.

De plus, les professionnels du secteur se sont montrés inquiets quant à l'issue probable des négociations tripartites entre l'Union Européenne, l'Organisation mondiale du commerce et les pays ACP. Celles-ci devraient vraisemblablement se solder par la baisse progressive des droits de douane frappant les fruits issus des pays ACP. Fixés à 176 euros par tonne, ils pourraient diminuer de 35% (soit -62 euros par tonne) à l'horizon 2016.

Industrie agroalimentaire

Une activité favorablement orientée sur la période

Selon les dirigeants d'entreprise interrogés, l'activité s'est à nouveau inscrite en hausse dans le **secteur agroalimentaire**. Ce contexte favorable s'accompagne d'une augmentation des prix pratiqués et des effectifs. Dans le détail, le sous-secteur de l'élaboration des boissons est celui dont l'activité est la plus vigoureuse. A l'inverse, les activités liées à la nourriture et au traitement du bétail s'inscrivent en repli.

Les perspectives sont cependant moins favorables et ne devraient pas permettre une poursuite des embauches au quatrième trimestre. Par ailleurs, malgré la relative stabilité des stocks, la dégradation des délais de paiement est de nature à grever la trésorerie, notamment dans le sous-secteur des distilleries. Par conséquent, les prévisions d'investissement s'inscrivent en-deçà de la moyenne de longue période, et seul le sous-secteur du traitement du lait devrait poursuivre significativement son effort d'investissement.

Prévisions d'ensemble des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir

Les chefs d'entreprises interrogés se montrent pessimistes dans leur ensemble, et anticipent une nouvelle dégradation du courant d'affaires sur la fin de l'année. Les répondants à l'enquête de conjoncture anticipent donc un quatrième trimestre marqué par des tensions de trésorerie plus pressantes et reportent en conséquence leurs projets d'investissement. Par ailleurs, compte tenu du niveau d'inflation et des incertitudes sur l'évolution du marché du travail, les comportements de précaution des agents économiques devraient se poursuivre.

Rédaction achevée le 1^{er} décembre 2008

***Annexes
statistiques***

Conjoncture économique

Note méthodologique

Pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel, l'IEDOM utilise :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur) .
- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.
- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

Méthode de l'enquête de conjoncture

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en terme d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises un poids proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

Avertissement : interprétation des soldes d'opinions

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

Les secteurs d'activité

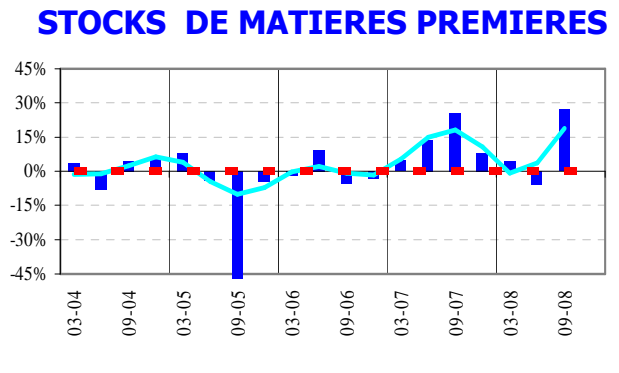
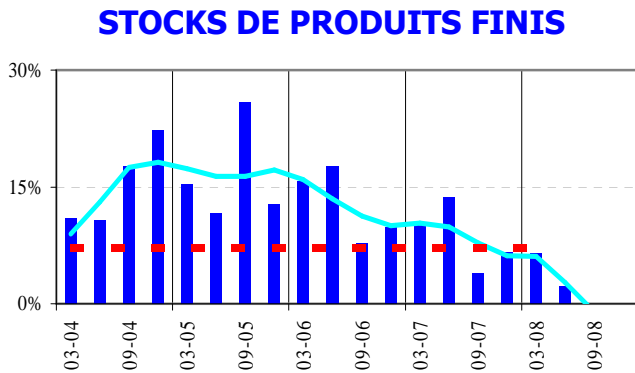
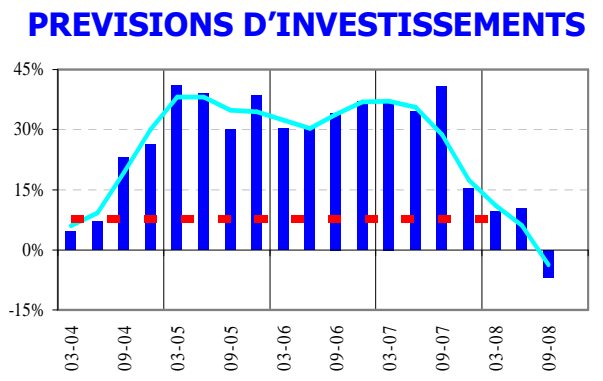
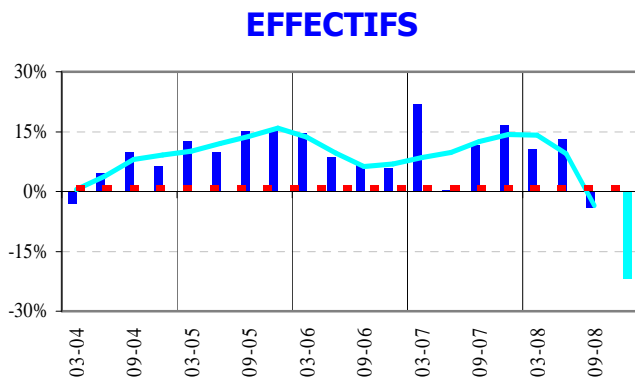
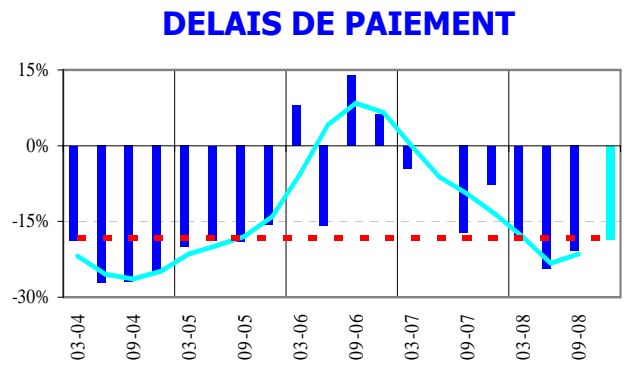
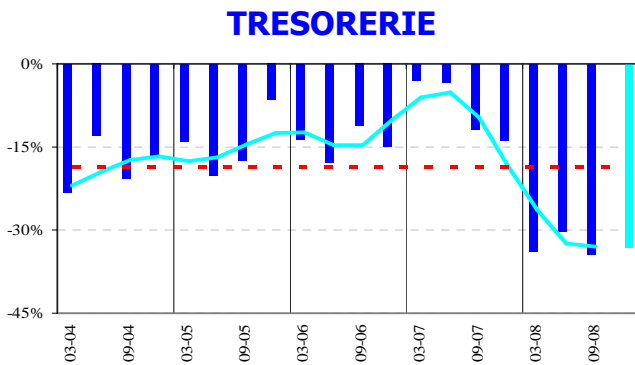
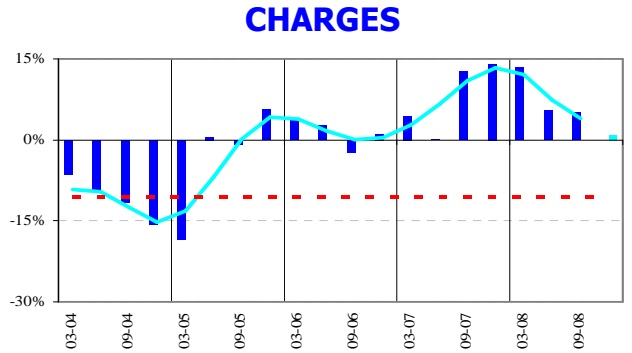
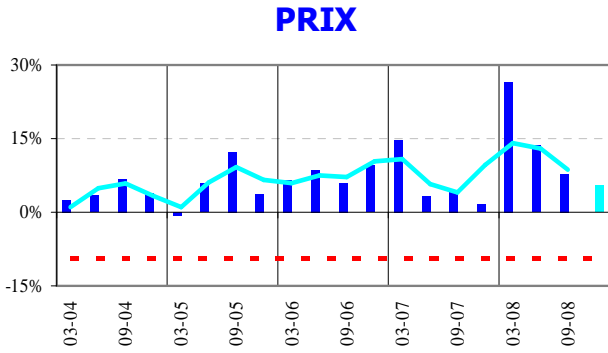
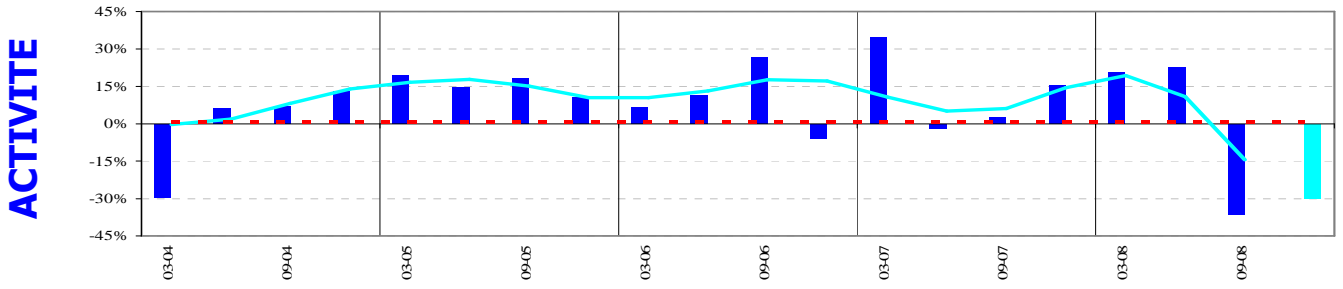
-

***Résultats de l'enquête de
conjoncture de l'Iedom
et données quantitatives***

Conjoncture économique

VUE D'ENSEMBLE DES SECTEURS

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 111 entreprises employant au total 6 383 salariés



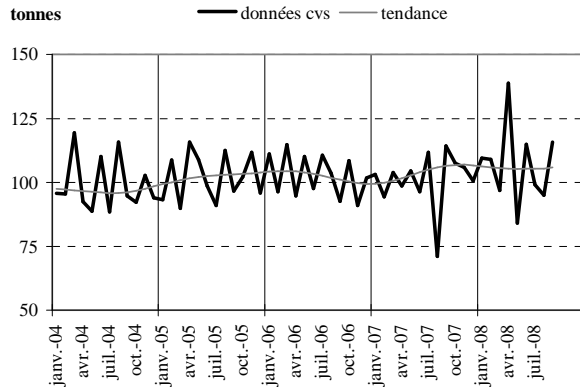
■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendance de l'indicateur Moyenne de long terme

Conjoncture économique

AGRICULTURE ET ELEVAGE

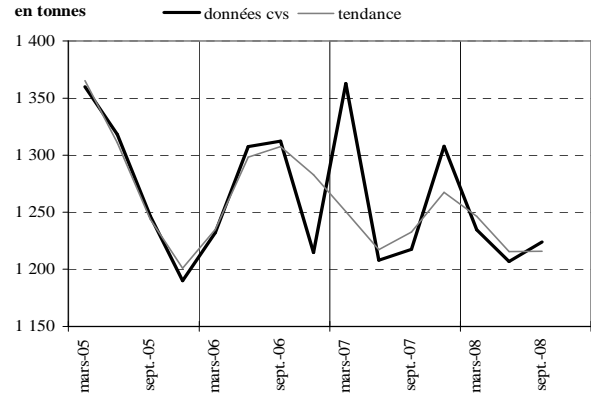
La filière bovine

Abattage de viande bovine



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

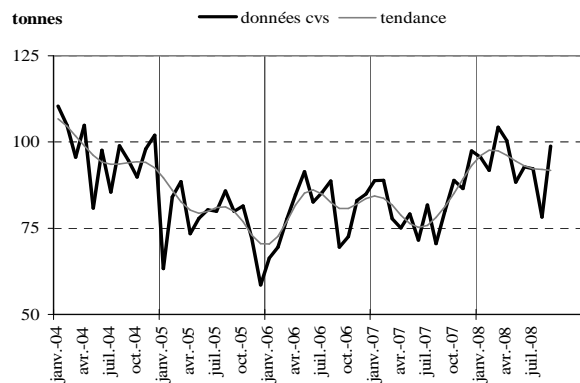
Importations de viande bovine



Source : Douanes, données trimestrielles

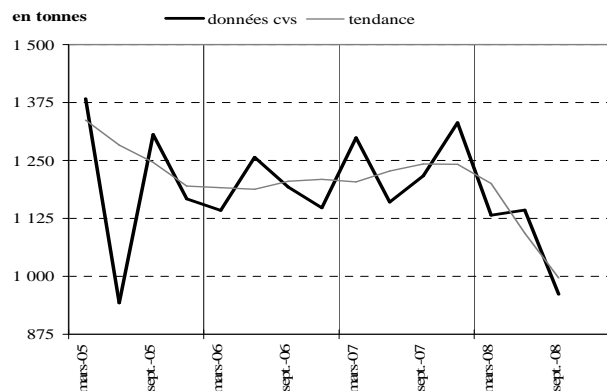
La filière porcine

Abattage de viande porcine



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

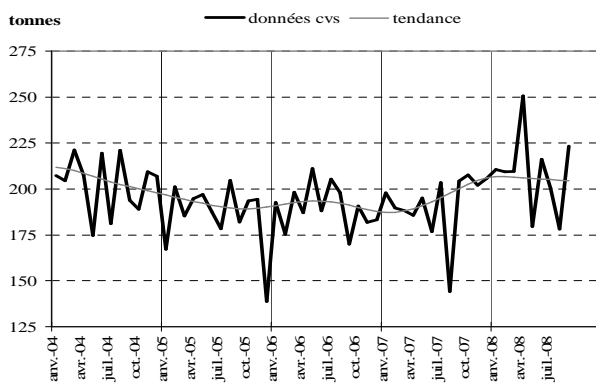
Importations de viande porcine



Source : Douanes, données trimestrielles

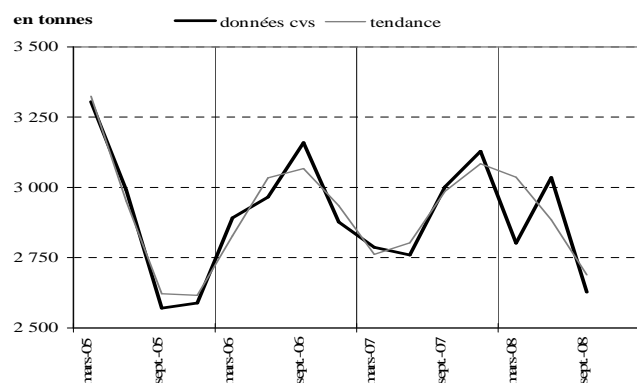
La production locale de viande – la filière avicole

Abattage total



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

Importations de volaille

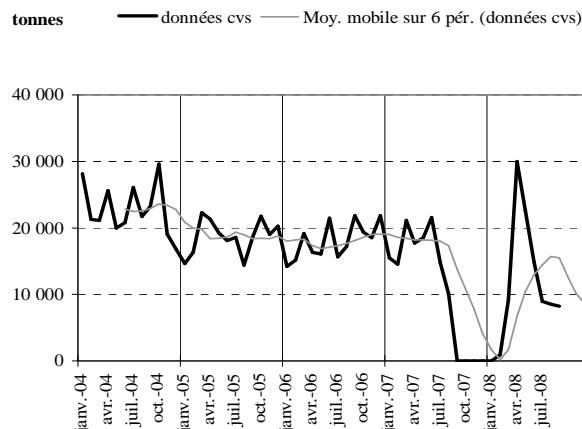


Source : Douanes, données trimestrielles

Conjoncture économique

La filière banane

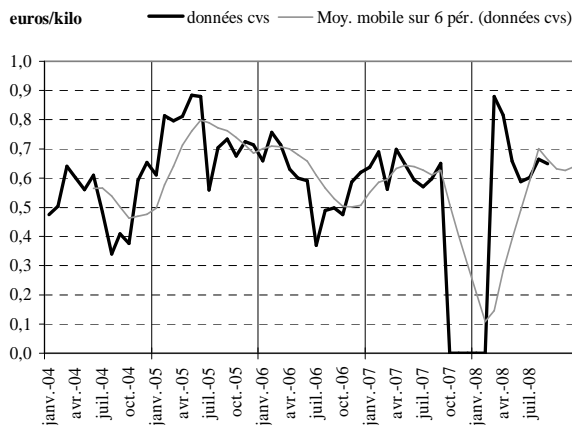
Expéditions de bananes*



Source : Drcrf, données mensuelles

* A la suite du cyclone Dean (17 août 2007), la production et les expéditions de banane ont connu un coup d'arrêt qui s'est prolongé jusqu'au premier trimestre 2008.

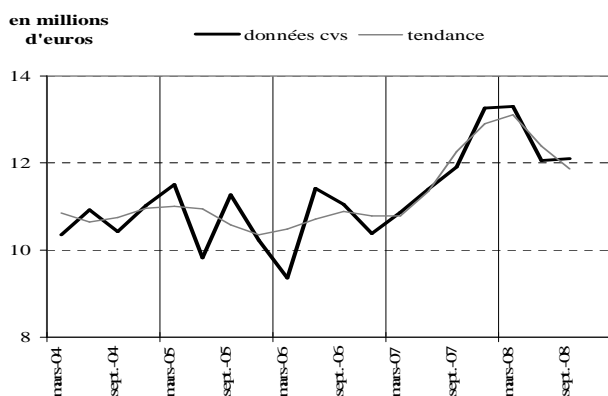
Prix moyen mensuel wagon-départ du kg de bananes*



Source : Fruits et Légumes Hebdo, données mensuelles

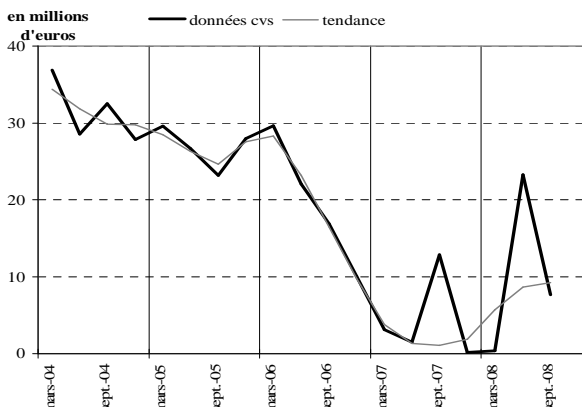
Les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

Importations



Source : Douanes, données trimestrielles

Exportations



Source : Douanes, données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Abattage en tonnes	Sept. 2003	Sept. 2004	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Jun 2008	Juil. 2008	Août 2008	Sept. 2008	Cumul 2008	Sept. 2008 / Sept. 2007	Σ2008 / Σ2007
	Bovins	117,9	90,2	92,0	89,0	111,3	110,5	104,2	96,3	113,8	964,0	2,2%
Porcins	93,8	78,6	65,4	55,8	63,4	74,8	86,8	64,5	77,7	702,8	22,5%	19,2%
Total*	217,2	173,1	160,4	148,8	179,6	190,7	199,6	166,4	197,2	1 726,2	9,8%	11,1%

Source : Abattoir départemental - données mensuelles

* Bovins, Porcins, Ovins, Caprins et Equins

Conjoncture économique

Imports en tonnes	3T05			3T06			3T07			Cumul 2008	2T08 /2T07	Σ2008/ Σ2007
	1T07	2T08	3T08									
Bovins	1 236,3	1 301,6	1 207,3	1 361,3	1 224,3	1 177,6	1 214,0	3 616,0	0,6%			
Porcins	1 250,9	1 142,1	1 165,3	1 621,4	976,5	1 099,8	920,5	2 996,8	-21,0%			
Volailles	2 531,1	3 109,2	2 955,0	3 267,3	2 925,4	2 813,4	2 586,9	8 325,7	-12,5%			

Source : Douanes- données trimestrielles

Expéditions de bananes en milliers de tonnes	Sept. 2003	Sept. 2004	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Jun 2008	Juil. 2008	Août 2008	Sept. 2008	Cumul 2008	Sept. 2008 / Sept. 2007	Σ2008/ Σ2007
	Bananes	24,8	23,2	18,6	21,9	0,0	14,9	8,9	8,5	8,2	103,4	nd

Source : Drccrf - données mensuelles

Prix moyen du kg de banane en euros	Sept. 2003	Sept. 2004	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Jun 2008	Juil. 2008	Août 2008	Sept. 2008	Sept. 2008 / Sept. 2007
	Bananes	0,46	0,41	0,73	0,50	0,65	0,59	0,60	0,66	0,65

Source : Fruits et Légumes Hebdo – données mensuelles

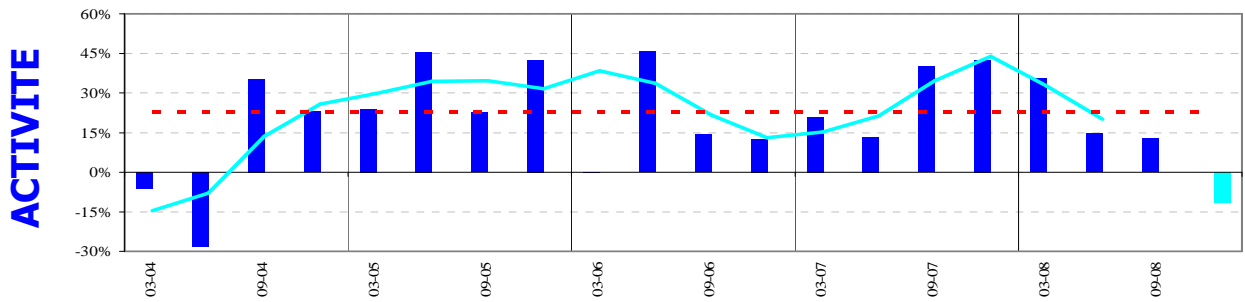
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en millions d'euros	3T03					3T04					3T05					3T06					3T07					Cumul 2008	3T08 /3T07	Σ2008/ Σ2007
	4T07	1T08	2T08	3T08																								
Importations	10,0	10,0	10,8	10,6	11,5	14,1	12,5	12,4	11,8	36,7	2,5%	3,1%																
Exportations	29,1	32,5	23,8	17,7	13,4	0,2	0,2	30,8	8,0	39,0	-40,4%	123,5%																

Source : Douanes- données trimestrielles

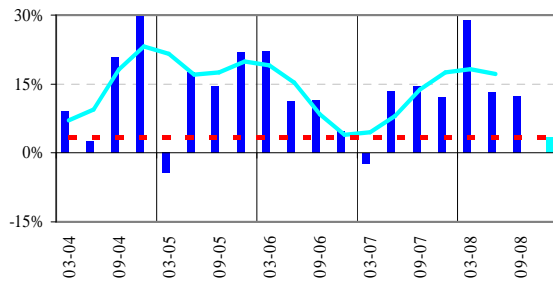
Conjoncture économique

SECTEUR AGROALIMENTAIRE

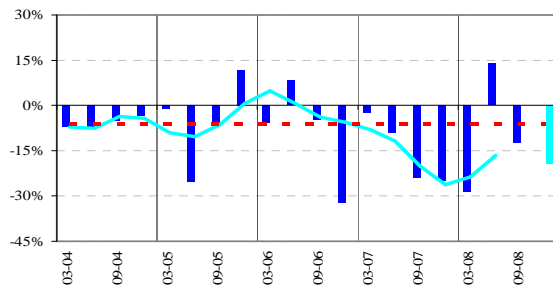
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 19 entreprises du secteur agroalimentaire employant au total 769 salariés.



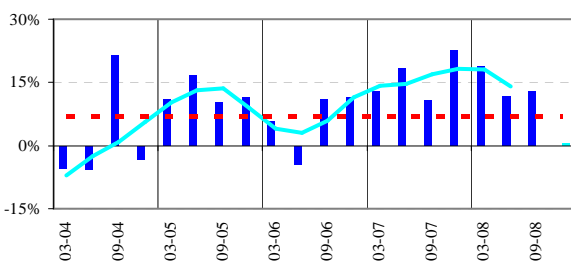
PRIX



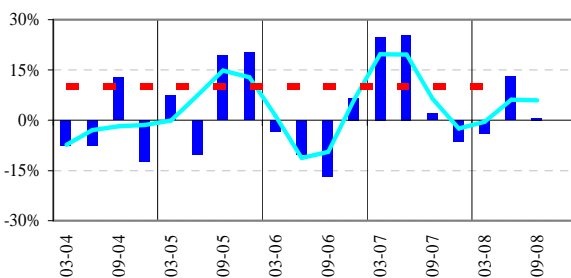
TRESORERIE



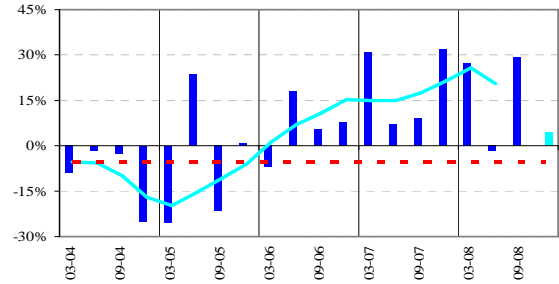
EFFECTIFS



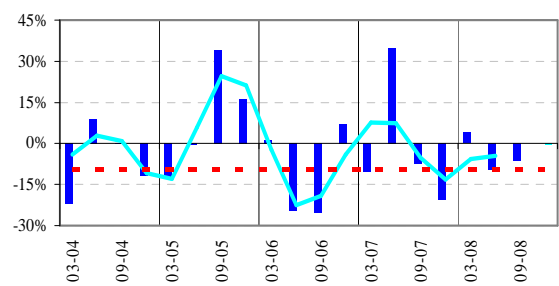
STOCKS DE PRODUITS FINIS



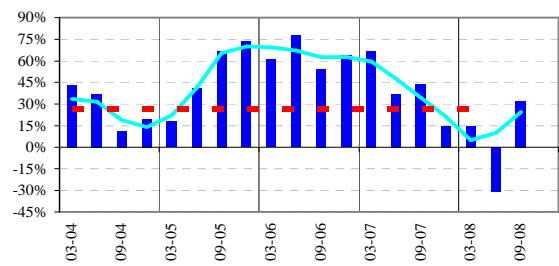
CHARGES



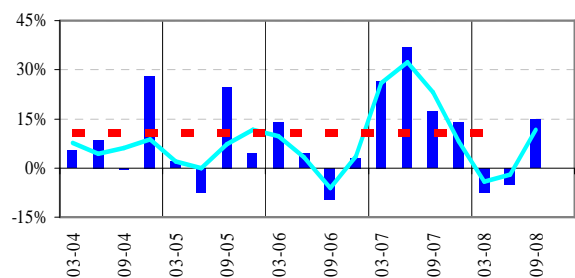
DELAIS DE PAIEMENT



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



STOCKS DE MATIERES PREMIERES

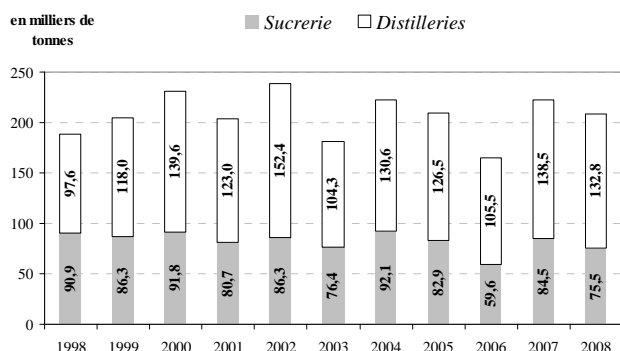


■ Indicateur passé
 ■ Indicateur prévu
 — Tendence de l'indicateur
 - - - Moyenne de longue période

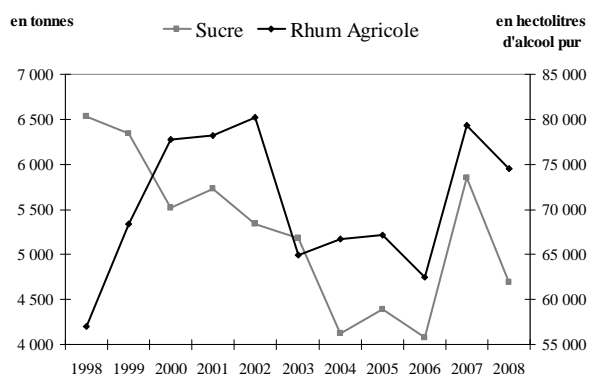
Conjoncture économique

La filière rhum

Cannes broyées



Production de sucre et de rhum agricole



Source : Centre technique de la canne et du sucre, données annuelles

Dernières données chiffrées

Cannes broyées en milliers de tonnes	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Σ2008/Σ2007
Sucrerie	86,3	91,8	80,7	86,3	76,4	92,1	82,9	59,6	84,5	75,5	-10,7%
Distilleries	118,0	139,6	123,0	152,4	104,3	130,6	126,5	105,5	138,5	132,8	-4,1%
Total	204,3	231,4	203,7	238,7	180,7	222,7	209,2	165,1	223,0	208,3	-6,6%

Source : Centre Technique de la Canne et du Sucre, Douanes

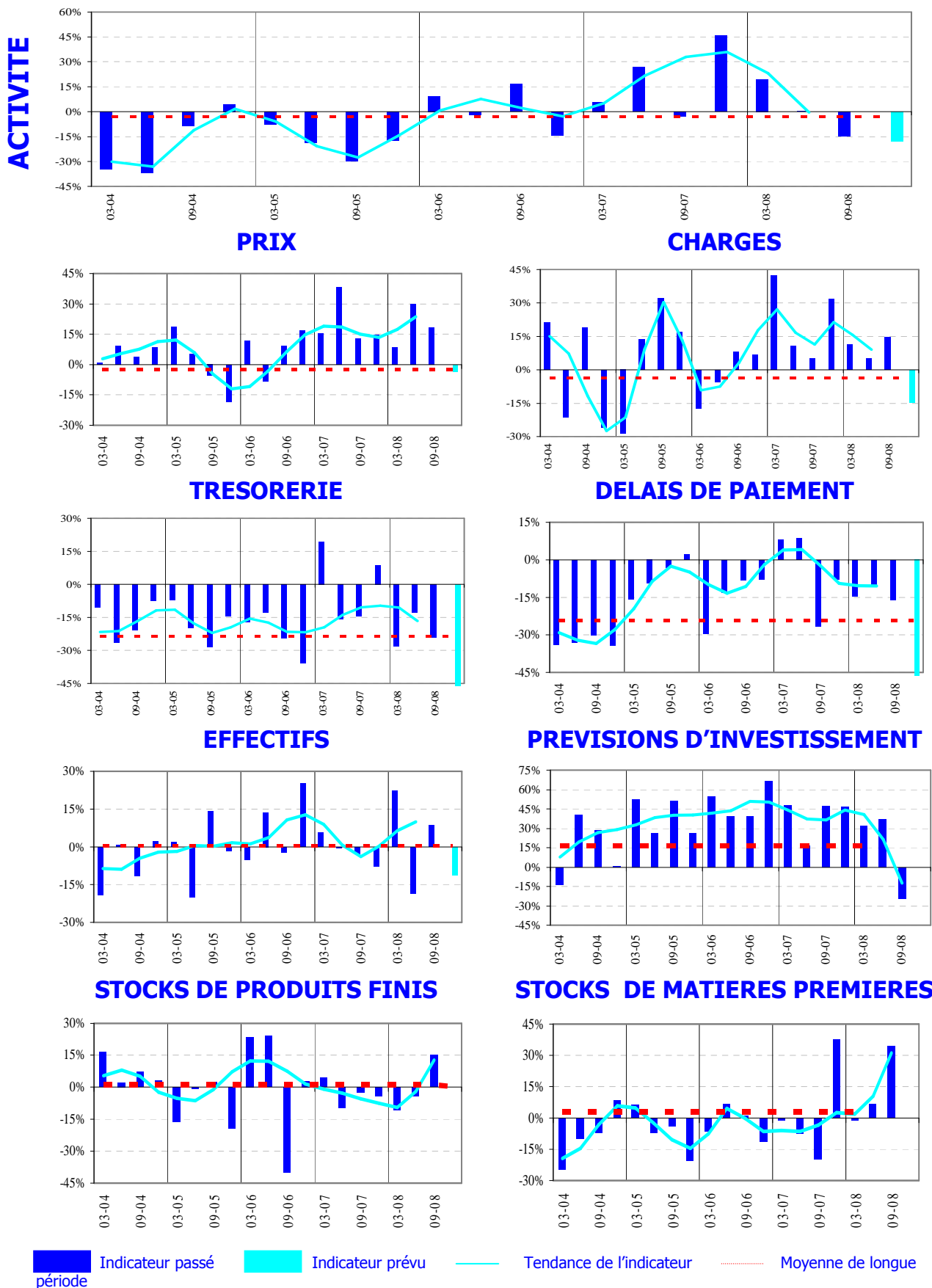
Production	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Σ2008/Σ2007
Sucre (en milliers de tonnes)	6,3	5,5	5,7	5,3	5,2	4,1	4,4	4,0	5,8	4,7	-19,0%
Rhum agricole (en milliers d'HAP)	68,4	77,7	78,2	80,2	65,0	66,8	67,2	62,5	79,4	74,5	-6,2%

Source : Centre Technique de la Canne et du Sucre, Douanes

Conjoncture économique

SECTEUR AUTRES INDUSTRIES

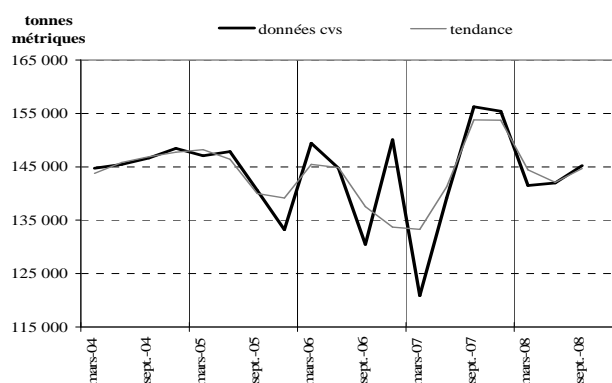
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 26 entreprises du secteur employant au total 863 salariés.



Conjoncture économique

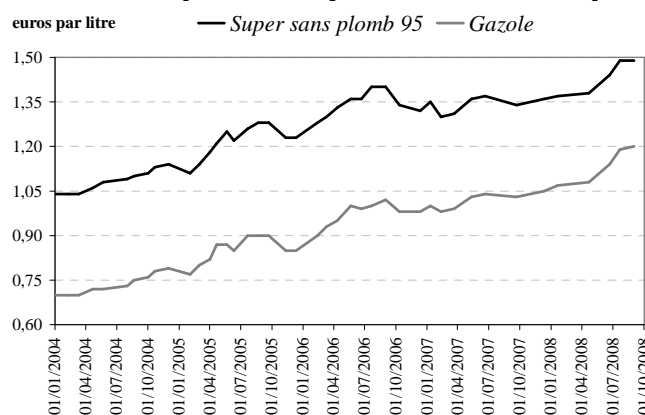
L'énergie

Produits pétroliers mis à la consommation



Source : Sara, données trimestrielles

Evolution des prix des hydrocarbures à la pompe



Source : Drcrpf

Dernières données chiffrées

Produits pétroliers en millions de tonnes métriques	3T03					3T04				3T05				3T06				3T07				4T07				1T08				2T08				3T08				Cumul 2008	3T08 / 3T07	Σ2008 / Σ2007
	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5					
Produits pétroliers mis à la consommation	141,4	152,7	147,8	138,5	167,0	147,8	143,4	137,0	155,8	436,1	-6,8%	2,8%																												

Source : Sara- données trimestrielles

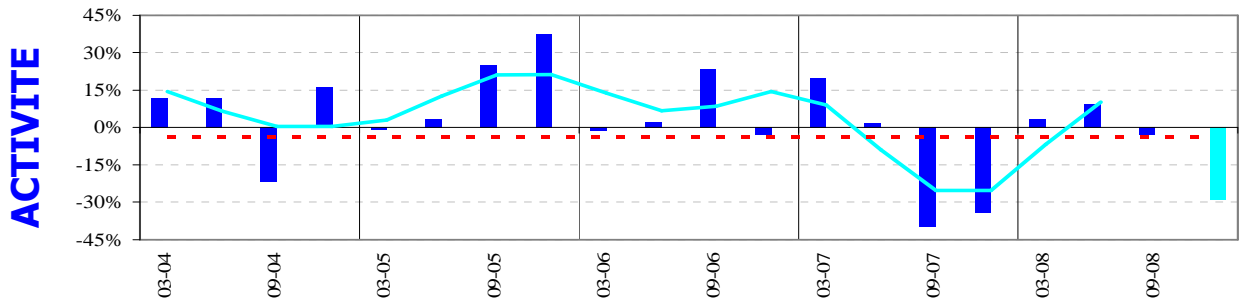
Prix à la pompe en euros	Sept. 2003	Août 2004	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Avril 2008	Juin 2008	Juillet 2008	Sept. 2008	Sept. 2008 / Sept. 2007
Essence sans plomb	1,03	1,10	1,28	1,40	1,34	1,38	1,44	1,49	1,49	11,2%
Gazole route	0,68	0,75	0,90	1,02	1,03	1,08	1,14	1,19	1,20	16,5%

Source : Direction Régionale de la Consommation, de la Concurrence et de la Répression des Fraudes

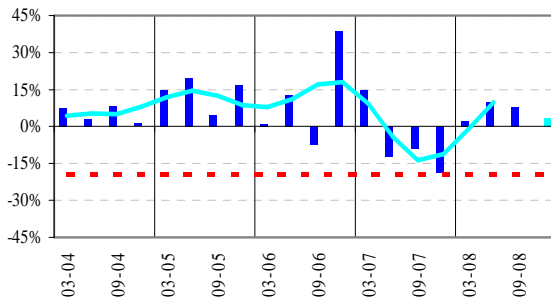
Conjoncture économique

SECTEUR DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

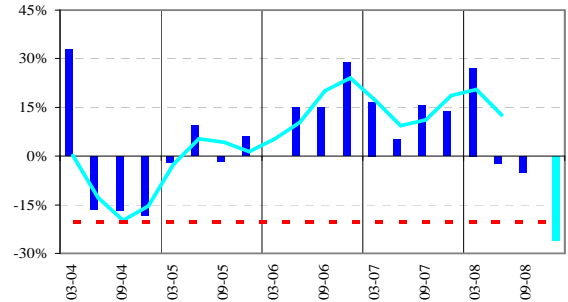
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 12 entreprises du secteur de la construction employant au total 527 salariés.



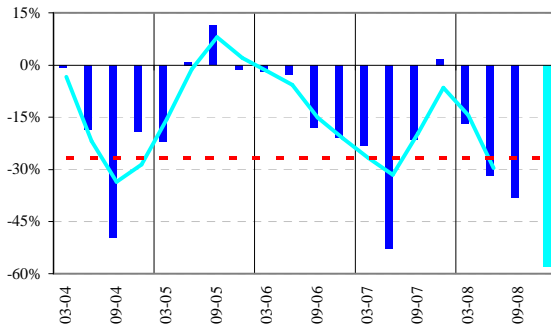
PRIX



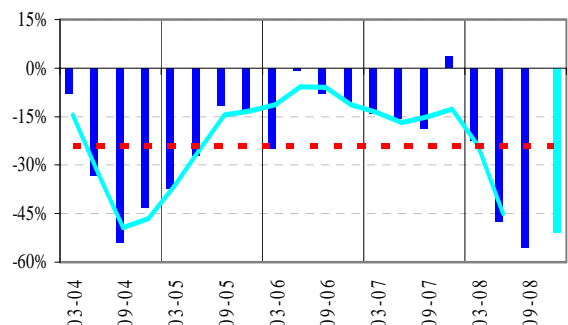
CHARGES



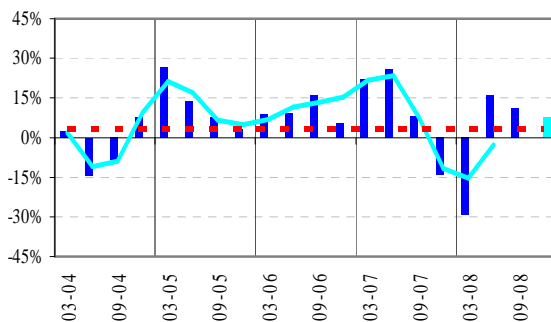
TRESORERIE



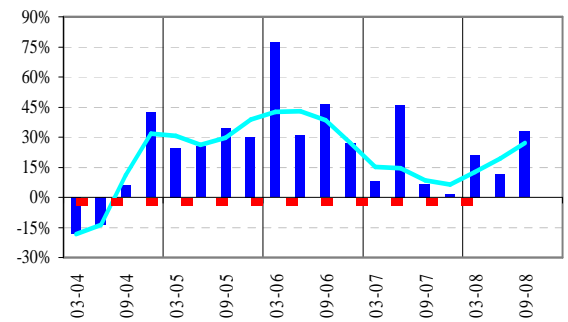
DELAIS DE PAIEMENT



EFFECTIFS



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS

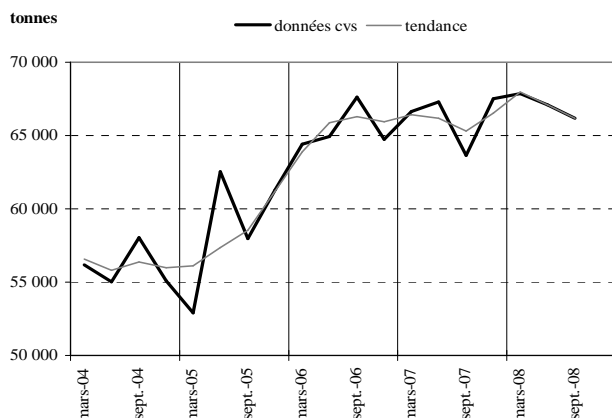


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendance de l'indicateur Moyenne de longue période

Conjoncture économique

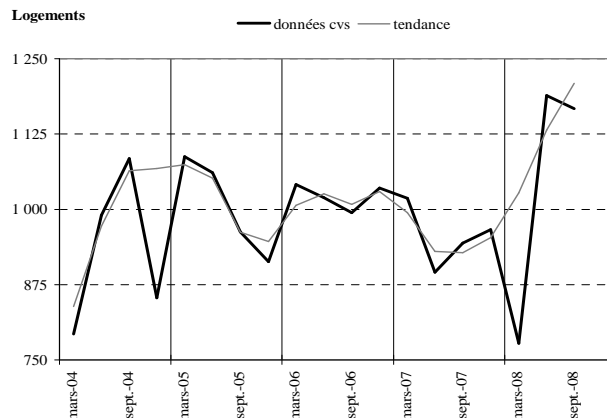
La production de ciment – les attestations de conformité

Production de ciment



Source : Ciment Antillais, données trimestrielles

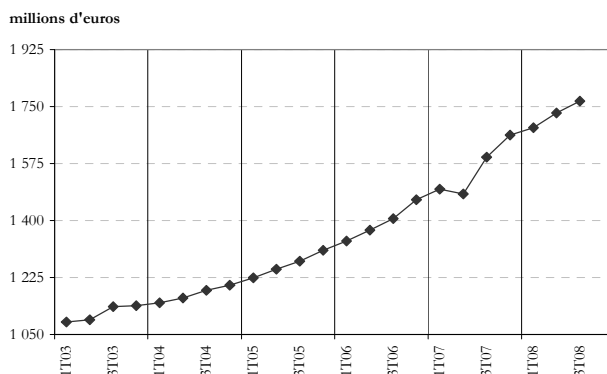
Attestations de conformité délivrées à des logements neufs



Source : Consuel, données trimestrielles

Les encours de crédit à l'habitat des ménages

Encours de crédit à l'habitat octroyés aux ménages



Source : Iedom, données trimestrielles

NB : établissements de crédit installés localement ou non

Dernières données chiffrées

Ciment en milliers de tonnes	3T03 3T04 3T05 3T06 3T07					4T07 1T08 2T08 3T08				Cumul 2008	3T08 /3T07	Σ2008/ Σ2007
	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08			
Production	58,7	58,9	58,7	67,9	63,6	65,3	67,9	69,4	65,9	203,1	3,6%	1,8%

Source : Ciments Antillais, données trimestrielles

Conjoncture économique

Attestations de conformité électrique nombre	3T03 3T04 3T05 3T06 3T07					4T07 1T08 2T08 3T08					Cumul 2008	3T08 /3T07	$\Sigma 2008 / \Sigma 2007$
Logements neufs	722	1 006	875	883	824	990	759	1 345	1 009	3 113	22,5%	10,0%	

Source : Consuel - données trimestrielles

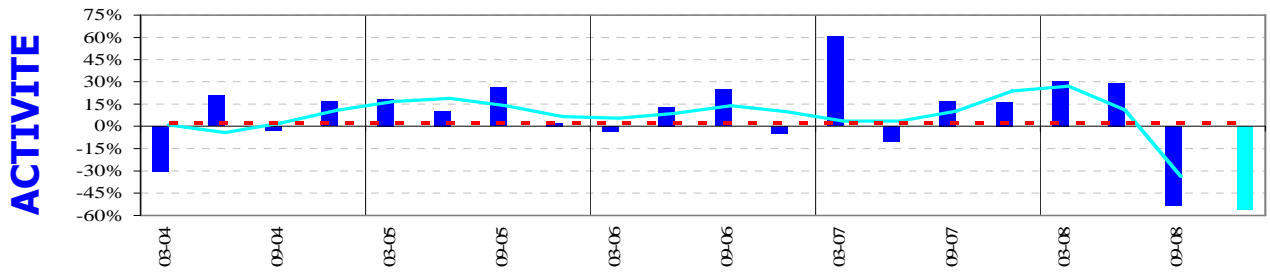
Crédit à l'habitat en millions d'euros	3T03 3T04 3T05 3T06 3T07					4T07 1T08 2T08 3T08				3T08 /3T07
Encours octroyés aux ménages	1 135,2	1 185,6	1 275,4	1 405,7	1 594,8	1 685,6	1 731,0	1 766,8	1 766,2	10,8%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

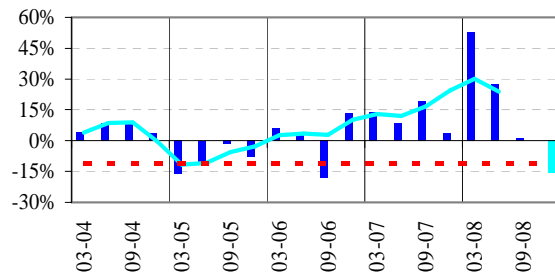
Conjoncture économique

SECTEUR DU COMMERCE

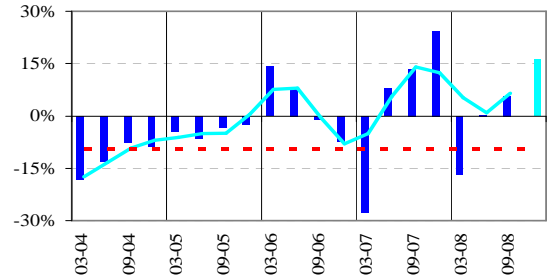
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 27 entreprises du secteur employant au total 2 088 salariés.



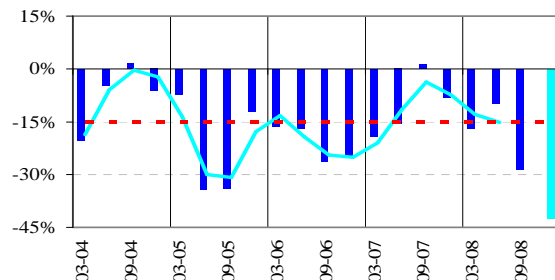
PRIX



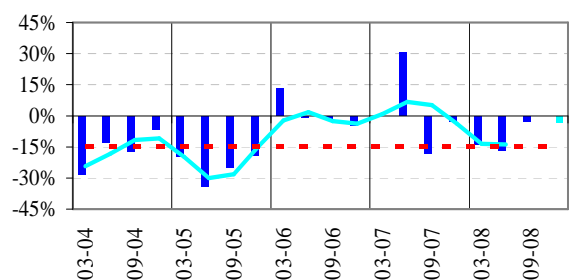
CHARGES



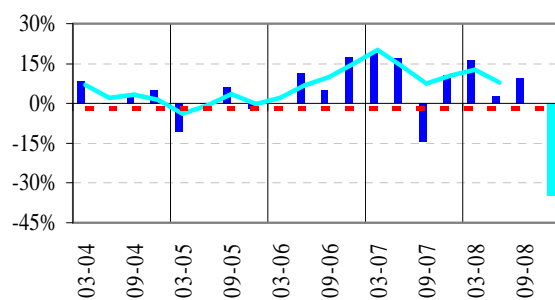
TRESORERIE



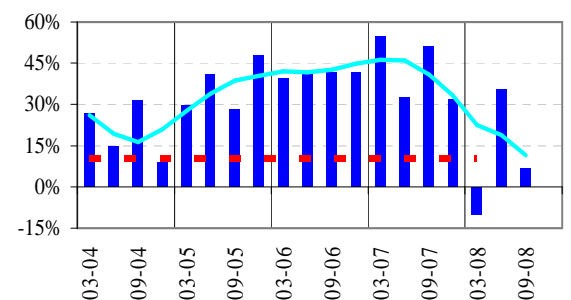
DELAIS DE PAIEMENT



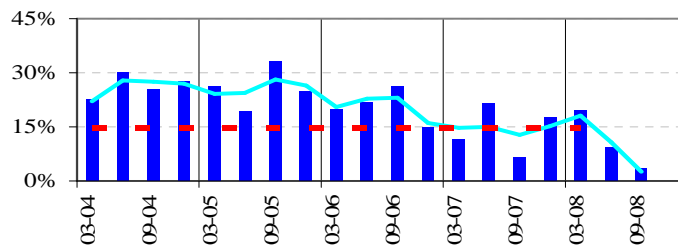
EFFECTIFS



PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



STOCKS DE PRODUITS FINIS

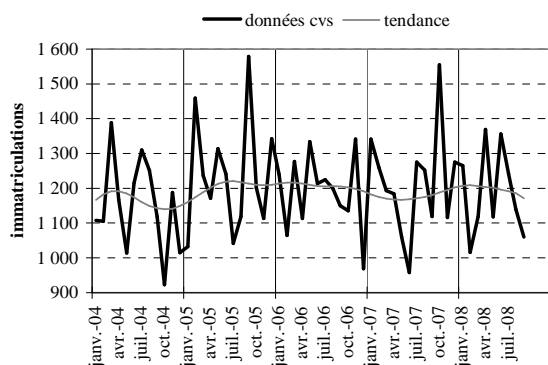


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

Conjoncture économique

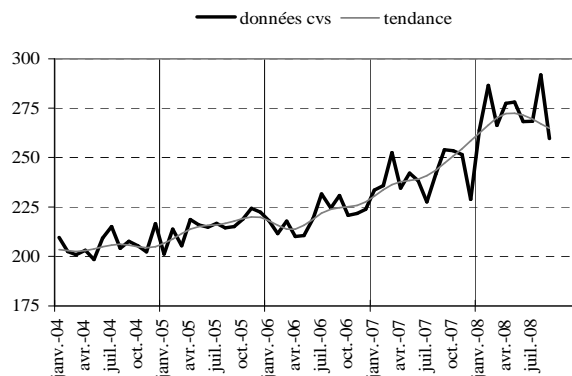
Les immatriculations de véhicules particuliers neufs La grande distribution

Immatriculations de véhicules particuliers neufs



Source : Aaa, données mensuelles

Indice du chiffre d'affaires mensuel de la grande distribution



Source : Drccrf, données mensuelles

Dernières données chiffrées

Immatriculations de véhicules particuliers neufs	Sept. 2003	Sept. 2004	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Jun 2008	Juil. 2008	Août 2008	Sept. 2008	Cumul 2008	Sept. 2008 / Σ2008 / Sept. Σ2007 / Σ2007	
	VPN	1 036	1 065	1 475	1 045	986	1 231	1 162	971	919	10 226	-6,8%

Source : Aaa, données mensuelles

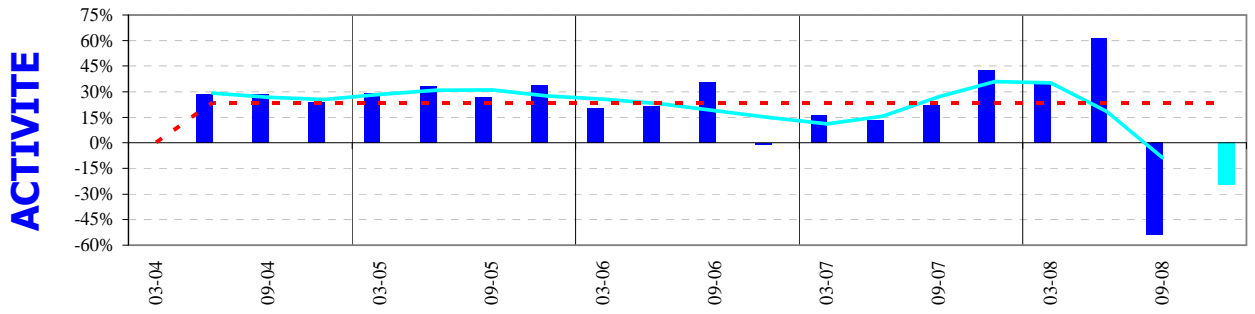
Grande distribution en millions d'euros	Sept. 2003	Sept. 2004	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Jun 2008	Juil. 2008	Août 2008	Sept. 2008	Cumul 2008	Sept. 2008 / Sept. 2007	Σ2008 / Σ2007
	Chiffre d'affaires	28,9	30,9	32,4	35,0	38,8	37,5	39,4	45,8	39,7	359,1	2,4%

Source : Drccrf, données mensuelles

Conjoncture économique

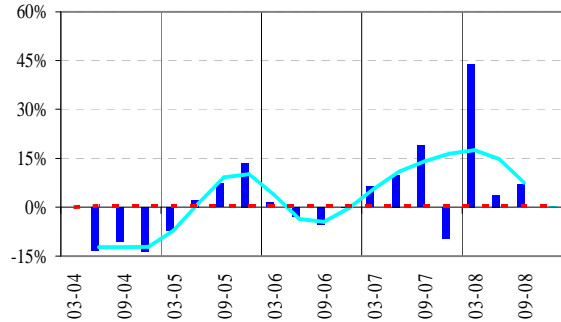
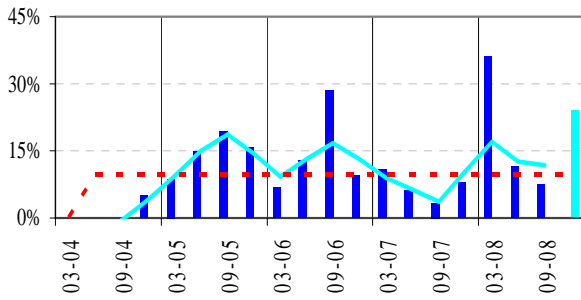
SECTEUR DES SERVICES AUX ENTREPRISES

L'enquête porte sur un échantillon de 17 entreprises du secteur des services aux entreprises employant 1 749 salariés.



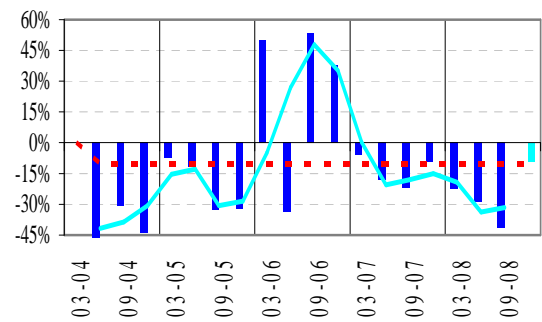
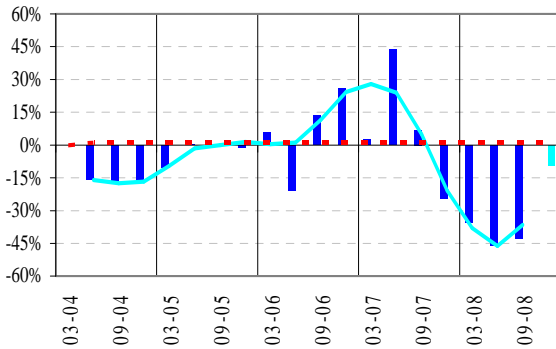
TARIFS

CHARGES



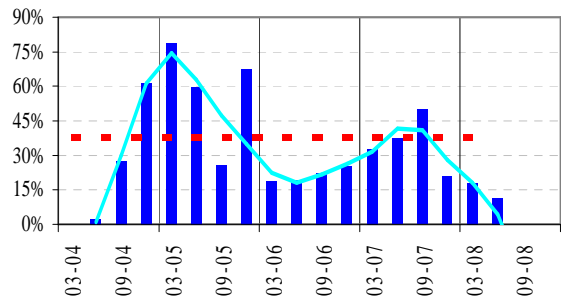
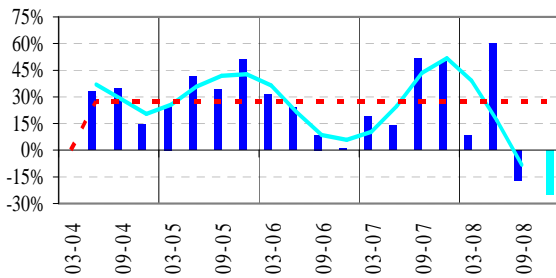
TRESORERIE

DELAIS DE PAIEMENT



EFFECTIFS

PREVISIONS D'INVESTISSEMENT

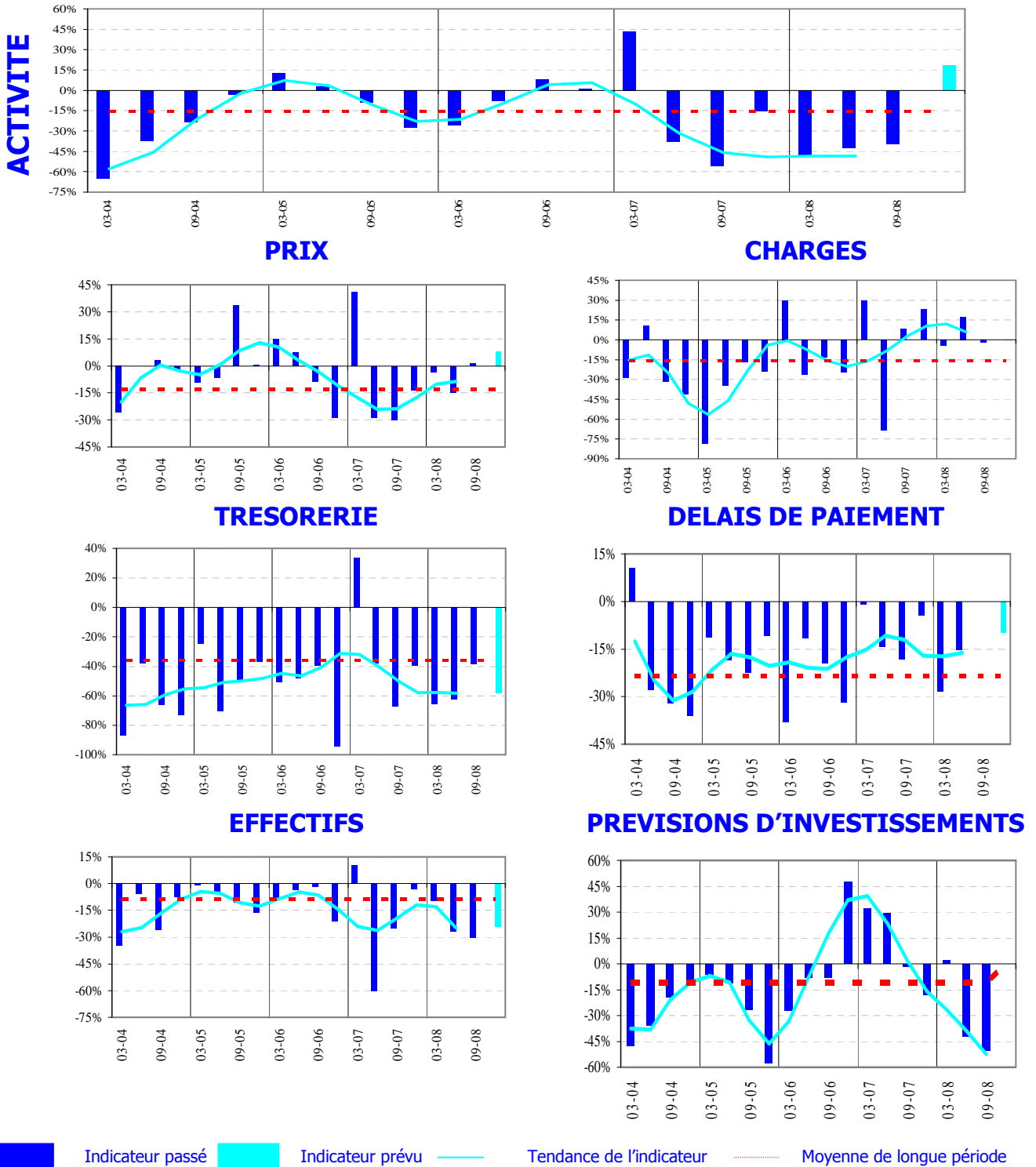


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

Conjoncture économique

SECTEUR DE L'HOTELLERIE ET DU TOURISME

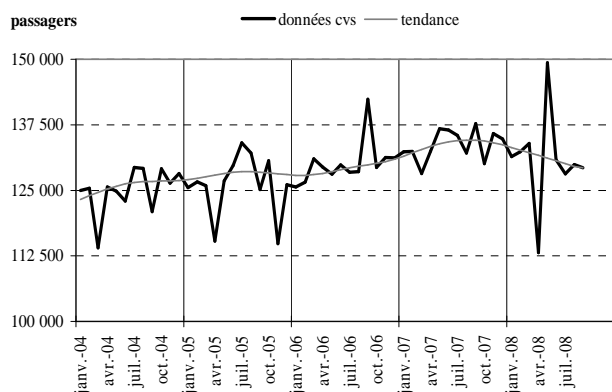
L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 10 entreprises du secteur employant au total 387 salariés.



Conjoncture économique

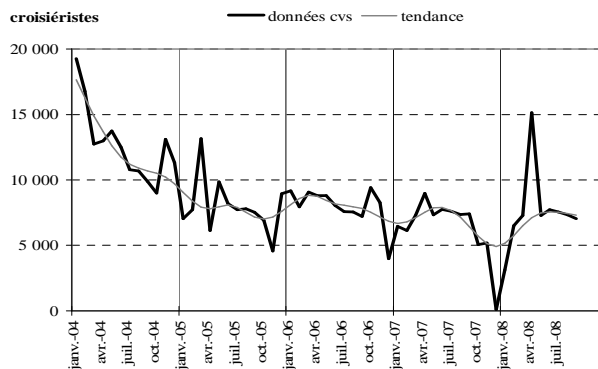
La fréquentation touristique

Nombre d'usagers de l'aéroport



Source : Ccim, données mensuelles

Nombre de croisiéristes



Source : Dircilec, données mensuelles

Dernières données chiffrées

Trafic aérien en milliers de passagers	Sept.	Sept.	Sept.	Sept.	Sept.	Jun	Juil.	Août	Sept.	Cumul	Sept.	Σ2008/ Σ2007
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2008	2008	2008	2008	2008 / Sept. 2007	
Nombre d'usagers de l'aéroport du Lamentin	81,4	81,6	84,4	96,3	93,6	113,7	158,1	175,2	88,2	1 226,6	-5,8%	-2,2%

Source : Ccim, données mensuelles

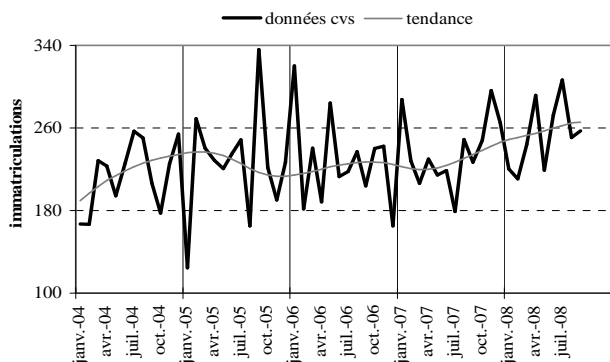
Trafic maritime en milliers de croisiéristes	Sept.	Sept.	Sept.	Sept.	Sept.	Jun	Juil.	Août	Sept.	Cumul	Sept.	Σ2008 / Σ2007
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2008	2008	2008	2008	2008 / Sept. 2007	
Nombre de croisiéristes	14,2	2,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	54,3	ns	5,3%

Source : DIRCILEC - données mensuelles

Les entreprises

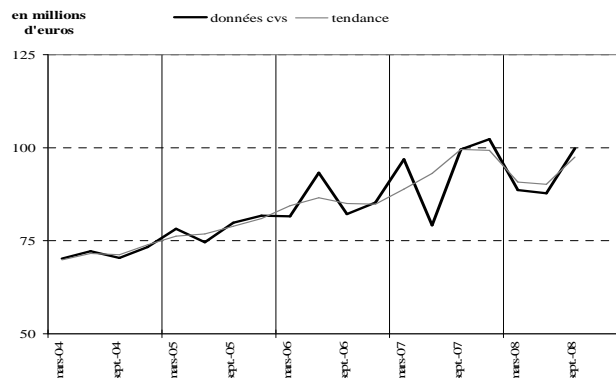
L'investissement des entreprises

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs



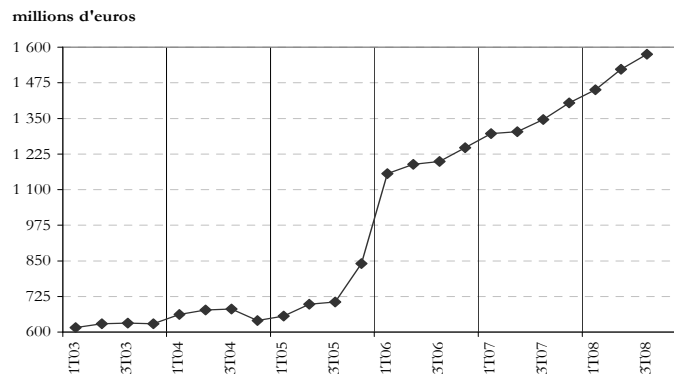
Source : Aaa, données mensuelles

Importations de biens d'équipement



Source : Douanes, données trimestrielles

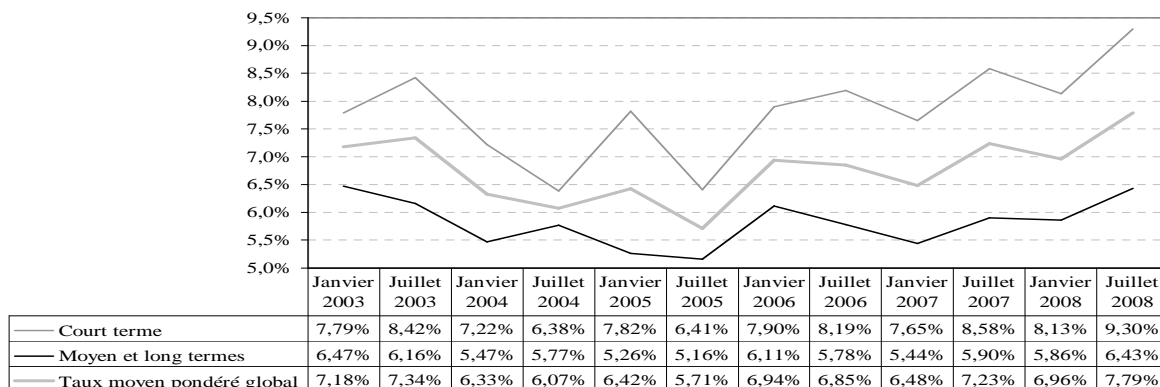
Encours de crédit à l'investissement octroyés aux entreprises martiniquaises*



Source : Iedom, données trimestrielles – établissements installés localement ou non

Les conditions de financement offertes aux entreprises

Coût du crédit aux entreprises



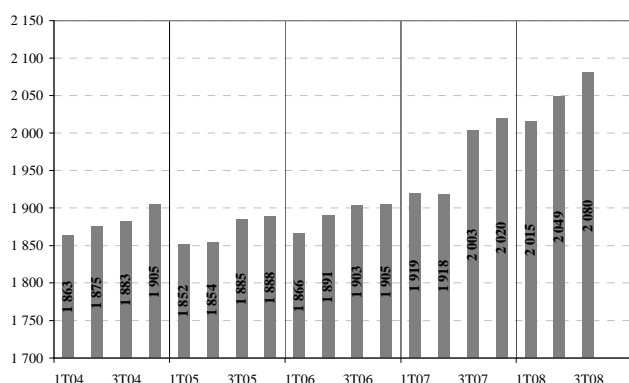
Source : Iedom, données semestrielles

* A compter de mars 2006, l'encours des crédits octroyés par les établissements de crédits installés ou non localement comprend non seulement les données issues de la BAFI mais également celles déclarées par les établissements non installés localement au Service Central des Risques de la Banque de France. Par conséquent, une rupture de série apparaît entre les années 2005 et 2006 liée à l'amélioration du périmètre de recensement des concours hors zone.

Conjoncture économique

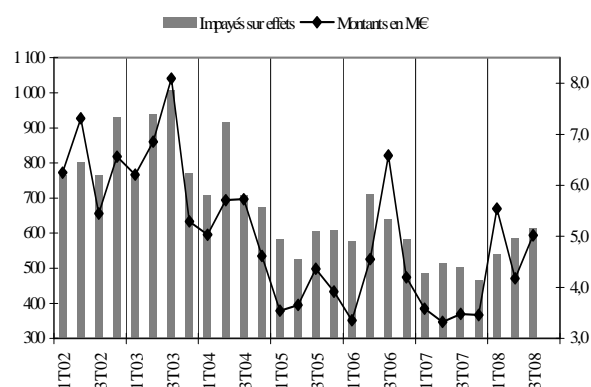
La vulnérabilité des entreprises

Personnes morales en situation d'interdit bancaire



Source : Iedom, données mensuelles

Impayés sur effets de commerce



Source : Iedom, données trimestrielles – établissements installés localement

Dernières données chiffrées

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs	Sept. 2003	Sept. 2004	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Jun 2008	Juil. 2008	Août 2008	Sept. 2008	Cumul 2008	Sept. 2008 / Sept. 2007	Σ2008 / Σ2007
	VUN	212	204	313	180	191	303	304	215	214	2 249	12,0%

Source : Aaa,- données mensuelles

Importations en millions d'euros	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	Cumul 2008	3T08 / 3T07	Σ2008 / Σ2007
Biens d'équipement	54,1	62,5	70,4	72,3	88,0	116,1	89,9	84,7	88,3	263,0	0,4%	-0,1%

Source : Douanes - données trimestrielles

Crédits à l'investissement en millions d'euros	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08 / 3T07
Encours de crédit octroyés aux entreprises	631,8	680,4	705,2	1 198,4	1 346,3	1 404,4	1 450,4	1 522,5	1 575,1	17,0%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Conjoncture économique

Coût du crédit aux entreprises Taux moyens pondérés (%) Variations en points de base	Juillet 2006	Janvier 2007	Juillet 2007	Janvier 2008	Juillet 2008	Juillet 2008 / Janv. 2008	Juillet 2008 /Juillet 2007
Crédits court terme	8,19%	7,65%	8,58%	8,13%	9,30%	117	72
Crédits moyen long termes	5,78%	5,44%	5,90%	5,86%	6,43%	57	53
Taux moyen pondéré global	6,85%	6,48%	7,23%	6,96%	7,79%	83	56

Source : Iedom, données semestrielles – établissements de crédit installés localement

Personnes morales en interdiction bancaire	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08/3T07
	1 883	1 885	1 888	1 903	2 003	2 015	2 049	2 080	3,8%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

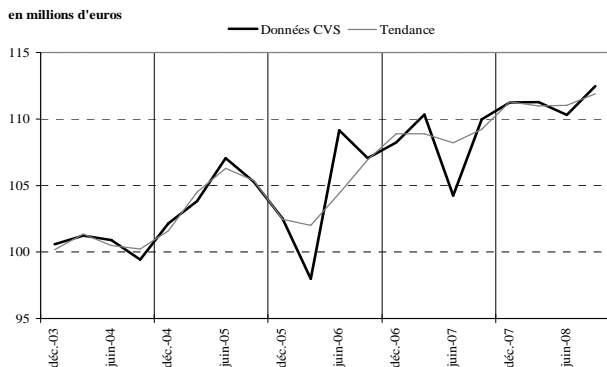
Impayés sur effets nombre	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	1T08	2T08	3T08	Cumul 2008	3T08 /3T07	Σ 2008 / Σ 2007
	1 008	708	605	641	503	539	587	614	1 740	22,1%	15,8%

Source : Banque de France - données en fin de trimestre – établissements de crédit installés localement

Les ménages

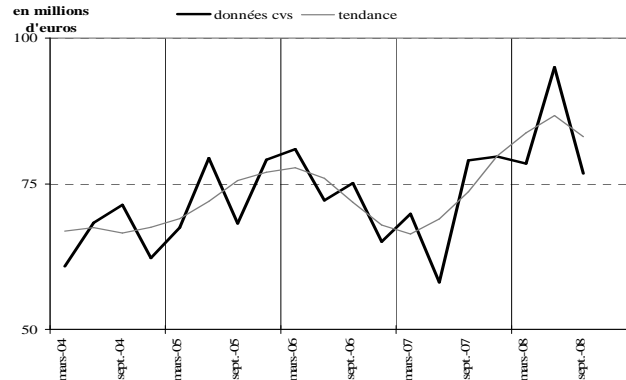
La consommation des ménages

Importations de biens de consommation



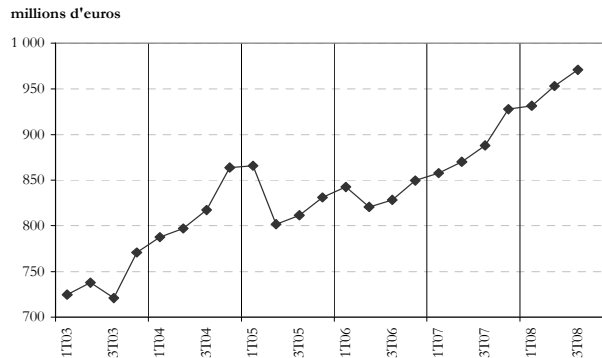
Source : Douanes, données trimestrielles

Importations de produits de l'industrie automobile



Source : Douanes, données trimestrielles

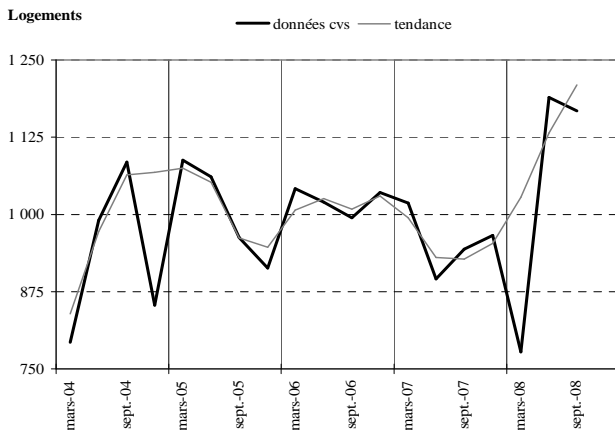
Encours de crédit à la consommation octroyés aux ménages



Source : Iedom, données trimestrielles – établissements installés localement ou non

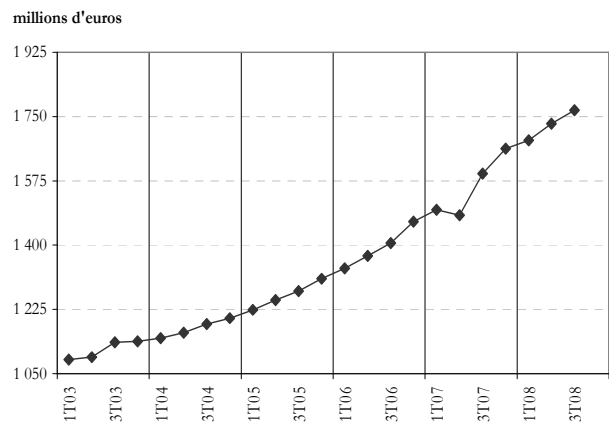
L'investissement des ménages

Attestations de conformité attribuées à des logements neufs



Source : Consuel, données trimestrielles

Encours de crédit à l'habitat octroyés aux ménages

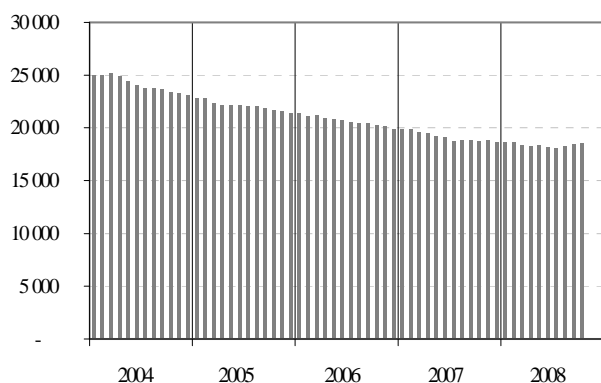


Source : Iedom, données trimestrielles - établissements installés localement ou non

Conjoncture économique

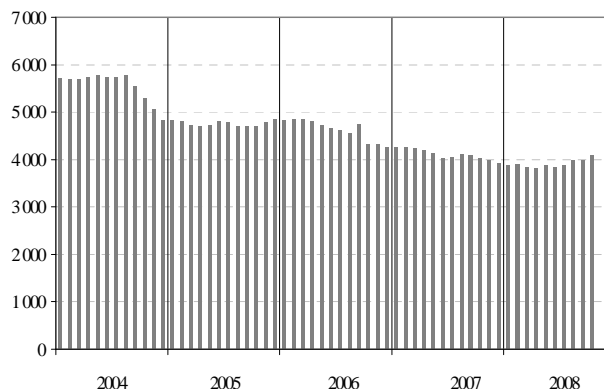
La vulnérabilité des ménages

Personnes physiques en situation d'interdiction bancaire



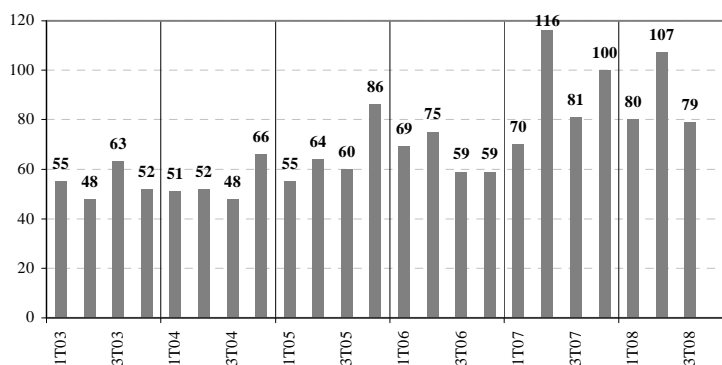
Source : Banque de France, données mensuelles

Retraits de cartes bancaires



Source : Banque de France, données mensuelles

Dossiers déposés auprès du Secrétariat de la Commission de Surendettement



Source : Iedom, données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Importations en millions d'euros	3T03					3T04					3T05					3T06					3T07					3T08					Cumul 2008	Σ2008 / Σ2007
	4T07	1T08	2T08	3T08	4T07	1T08	2T08	3T08	4T07	1T08	2T08	3T08	4T07	1T08	2T08	3T08	4T07	1T08	2T08	3T08	4T07	1T08	2T08	3T08								
Biens de consommation	90,9	92,6	98,3	100,3	103,4	120,3	102,7	116,3	105,9	324,9	2,5%	3,1%																				
Produits de l'industrie automobile	51,5	65,5	64,2	71,4	75,4	96,9	74,5	83,5	73,5	231,5	-2,5%	20,3%																				

Source : Douanes - données trimestrielles

Conjoncture économique

Crédit à la consommation en millions d'euros	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08 /3T07
Encours de crédit octroyés aux ménages	720,9	817,2	811,5	828,4	888,2	927,9	931,6	953,2	971,1	9,3%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Attestations de conformité électrique nombre	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	Cumul 2008	3T08 /3T07	Σ2008 / Σ2007
Logements neufs	722	1 006	875	883	824	990	759	1 345	1 009	3 113	22,5%	10,0%

Source : Consuel - données trimestrielles

Crédit à l'habitat en millions d'euros	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08 /3T07
Encours octroyés aux ménages	1 135,2	1 185,6	1 275,4	1 405,7	1 594,8	1 662,9	1 685,6	1 731,0	1 766,8	10,8%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

Interdiction bancaire	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08 /3T07
Personnes physiques	24 707	23 609	21 861	20 384	18 799	18 583	18 316	18 136	18 389	-2,2%

Source : Banque de France, données mensuelles

Cartes bancaires	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	3T08 /3T07
Retraits de cartes bancaires	5 378	5 557	4 692	4 743	4 086	3 923	3 838	3 837	3 987	-2,4%

Source : Banque de France, données mensuelles

Surendettement nombre	3T03	3T04	3T05	3T06	3T07	4T07	1T08	2T08	3T08	Cumul 2008	3T08 /3T07	Σ2008 / Σ2007
Dépôts de dossiers	63	48	60	59	81	100	80	107	79	266	-2,5%	-0,4%

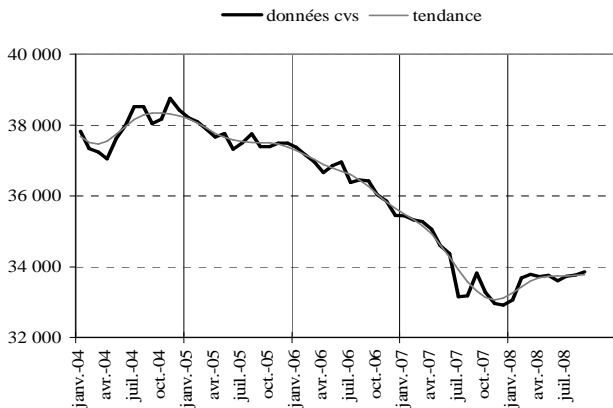
Source : Iedom, données trimestrielles

*Sélection d'indicateurs
macro-économiques*

Conjoncture économique

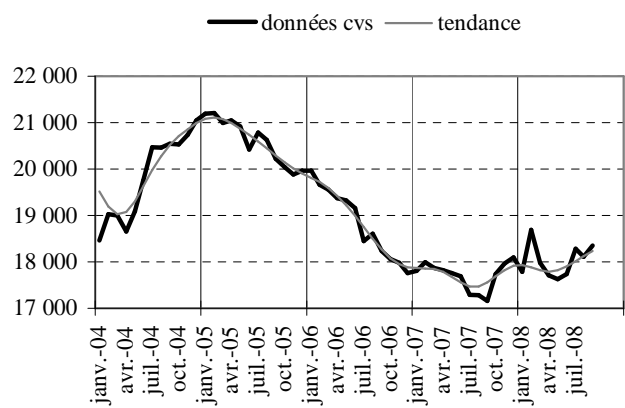
Le marché de l'emploi

Demandeurs d'emploi en fin de mois



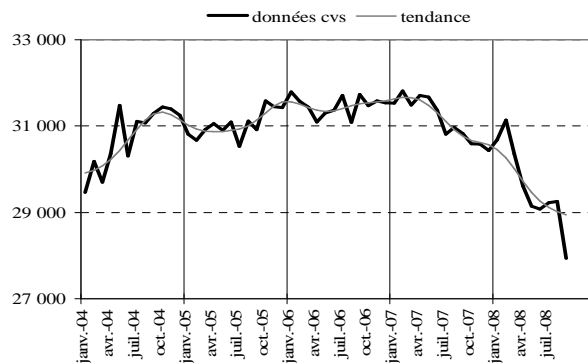
Source : Dtefp, données mensuelles

Nombre d'allocataires des Assedic



Source : Assedic, données trimestrielles

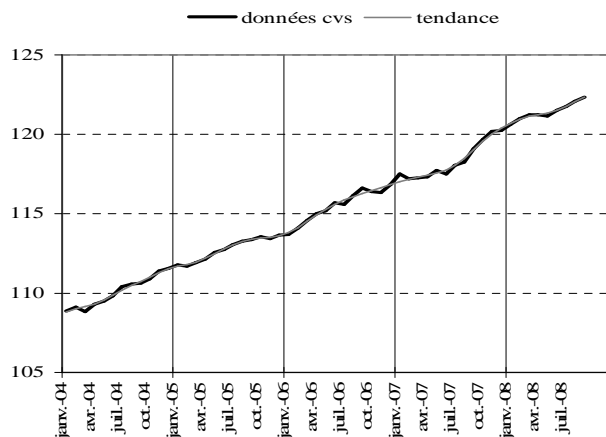
Nombre de bénéficiaires du Rmi



Source : Caf, données mensuelles

L'inflation

Indice des prix à la consommation

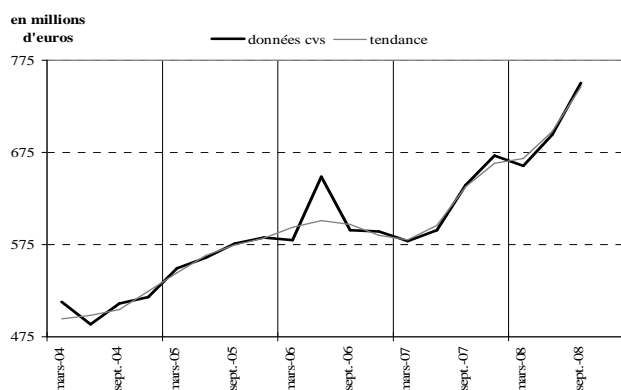


Source : Insee, données mensuelles, base 100 en 1998

Conjoncture économique

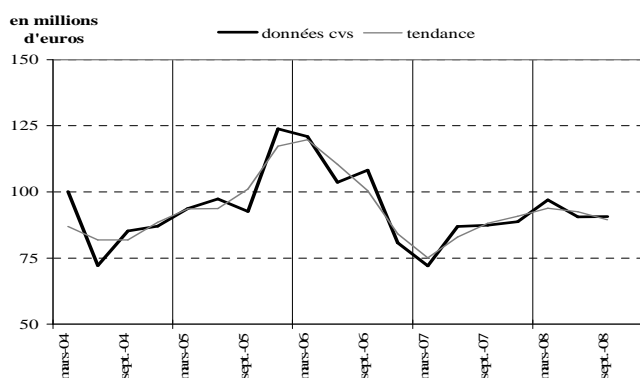
Le commerce extérieur

Importations



Source : Douanes, données trimestrielles

Exportations



Source : Douanes, données trimestrielles

Dernières données chiffrées

Emploi	Sept. 2003	Sept. 2004	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Jun 2008	Juil. 2008	Août 2008	Sept. 2008	Sept. 08/ Sept 07
Defm1	39 729	39 187	38 531	37 553	34 867	33 134	33 711	34 266	34 898	0,1%

Source : Dtefp - données mensuelles

Assedic nombre	Sept. 2003	Sept. 2004	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Jun 2008	Juil. 2008	Août 2008	Sept. 2008	Sept. 08/ Sept 07
Allocataires	20 992	20 882	20 434	18 322	17 167	17 369	18 017	17 923	18 321	6,7%

Source : Assedic - données mensuelles

RMI nombre	Sept. 2003	Sept. 2004	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Jun 2008	Juil. 2008	Août 2008	Sept. 2008	Sept. 08/ Sept 07
Bénéficiaires	29 742	31 368	30 911	31 640	30 720	28 991	28 816	28 980	27 829	-9,4%

Source : Caf - données mensuelles

Prix	Sept. 2003	Sept. 2004	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Jun 2008	Juil. 2008	Août 2008	Sept. 2008	Sept. 08/ Sept 07
Indice des prix à la consommation (base 100 : 1998)	108,4	110,9	113,7	117	119,5	121,4	121,7	122,4	122,8	2,8%

Source : Insee - données mensuelles

Conjoncture économique

Commerce extérieur en millions d'euros	3T03 3T04 3T05 3T06 3T07					4T07 1T08 2T08 3T08 Cumul 2008					3T08 /3T07	Σ 2008 / Σ 2007
	Importations	446,0	495,6	561,2	579,2	629,8	727,6	640,0	667,5	740,0	2 047,6	17,5%
Exportations	85,7	84,6	93,7	110,8	90,9	90,1	92,4	89,6	95,0	277,0	4,5%	12,6%

Source : Douanes- données trimestrielles

Conjoncture économique

Liste des publications

Lettre mensuelle	Gratuit sur Internet
Bulletin trimestriel : Suivi de la conjoncture financière	Gratuit sur Internet
Suivi de la conjoncture économique	Gratuit sur Internet
Rapport d'activité Iedom	Gratuit sur internet
Rapport annuel : Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion, Mayotte ou Saint-Pierre et Miquelon - le fascicule	Gratuit sur internet
Collection complète (6 fascicules + rapport d'activité Iedom)	65 euros TTC

Les notes de l'Institut

Le secteur du rhum à la Martinique en 2003 (<i>octobre 2004</i>)	8 euros TTC
L'activité bancaire dans les DOM en 2003 – les conditions d'exploitation des banques locales – le coût du crédit (<i>novembre 2004</i>)	8 euros TTC
La distribution automobile à la Réunion (<i>décembre 2004</i>)	8 euros TTC
La filière banane à la Martinique (<i>juillet 2005</i>)	8 euros TTC
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2004 (<i>décembre 2005</i>)	8 euros TTC
Panorama de l'immobilier dans les DOM en 2004 (<i>décembre 2005</i>)	8 euros TTC
Les relations entre la Guyane et les pays frontaliers (<i>mai 2006</i>)	8 euros TTC
La grande distribution en Martinique (<i>juillet 2006</i>)	8 euros TTC
L'énergie en Guyane (<i>novembre 2006</i>)	8 euros TTC
L'énergie dans les DOM (<i>janvier 2007</i>)	8 euros TTC
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2005 (<i>janvier 2007</i>)	8 euros TTC
Etude typologique 2005-2006 sur le surendettement dans les DOM (<i>juillet 2007</i>)	8 euros TTC
La formation du PNB dans les DOM en 2006 (<i>octobre 2007</i>)	8 euros TTC
La gestion des déchets dans les DCOM (<i>novembre 2008</i>)	8 euros TTC
La gestion des déchets à la Guadeloupe (<i>novembre 2008</i>)	8 euros TTC

Les notes expresses (dernières parutions)

N°35	Le secteur du bâtiment et des travaux publics en Martinique	
N°36	Les valeurs mobilières détenues à la Réunion	
N°37	L'énergie électrique à la Guadeloupe	
N°38	Le secteur aurifère en Guyane	
N°39	Le financement bancaire du commerce en Guadeloupe	
N°40	Les défaillances d'entreprises en Martinique entre 2004 et 2006 (<i>juin 2007</i>)	
N°41	La filière banane à la Martinique : état des lieux et perspectives (<i>juillet 2007</i>)	
N°42	La filière rizicole en Guyane (<i>septembre 2007</i>)	
N°43	Le commerce extérieur à Mayotte entre 2002 et 2006 (<i>septembre 2007</i>)	
N°44	Le transport à Mayotte (<i>septembre 2007</i>)	
N°45	Le transport en Guyane (<i>septembre 2007</i>)	
N°46	Dean à la Martinique : impact sur le tissu économique (<i>novembre 2007</i>)	
N°47	Les coopératives agricoles en Guyane (<i>décembre 2007</i>)	
N°48	Le développement du transport urbain et interurbain en Martinique (<i>décembre 2007</i>)	
N°49	Le tourisme à la Réunion (<i>janvier 2008</i>)	
N°50	La gestion des déchets ménagers et assimilés à la Guyane (<i>août 2008</i>)	
N°51	Le financement bancaire des entreprises à la Guyane (<i>août 2008</i>)	
N°52	La gestion des déchets à Mayotte (<i>novembre 2008</i>)	

Publications disponibles en ligne sur le site www.iedom.fr

Notes en partenariat Iedom, Insee, AFD

<i>Guadeloupe : une économie en déficit... d'image (mars 2004)</i>	
<i>Réunion : Une double transition presque réussie (octobre 2004)</i>	
<i>L'économie martiniquaise au passage de 2000 : une trajectoire vertueuse ? (juin 2005)</i>	
<i>Emergence de nouveaux moteurs de croissance - le rattrapage économique réunionnais expliqué 1993-2002 (novembre 2005)</i>	Gratuit sur internet
<i>Les entreprises de Martinique (septembre 2007)</i>	

Profils d'entreprises dans les DOM

Etudes comparatives (principaux ratios financiers des DOM et de l'hexagone à partir de la centrale des bilans) :	
- Situation des entreprises des sous-secteurs de l'industrie (agroalimentaire, biens de consommation courante, biens d'équipement et biens intermédiaires).	8 euros TTC
- Situation des entreprises des sous-secteurs du bâtiment et des travaux publics et du commerce (automobile, de gros et de détail).	8 euros TTC
Études disponibles pour les années 1993 à 2004.	

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser au service des Etudes de l'Iedom au 05 96 59 44 14

1, blvd du Général de Gaulle – BP 512 – 97206 Fort-de-France Cedex
etudes@iedom-martinique.fr

Conjoncture économique

L'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer assure :

- ☞ des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n°2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n°59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, ainsi qu'à Mayotte et Saint Pierre et Miquelon, l'Iedom met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
 - mise en circulation et gestion des billets de banque,
 - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
 - tenues des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
 - mobilisation des créances privées non négociables,
 - information sur les entreprises.
- ☞ des missions d'intérêt général directement confiées par l'Etat :
 - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
 - gestion des comptes du Trésor public,
 - surendettement et information du public
 - un rôle d'observatoire économique
- ☞ des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
 - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
 - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
 - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, l'Iedom joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expresses. L'Iedom réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'Iedom restitue une partie de ces informations (www.iedom.fr).

L'Institut d'émission apporte dans les DOM ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France... Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Etablissement public - Dotation 33 540 000 euros - site : www.iedom.fr
Direction en Martinique : 1, boulevard du général de Gaulle ☒ BP n° 512 - 97206 FORT-DE-FRANCE Cedex
mél : agence@iedom-martinique.fr ☎ (0596) 59.44.00 ☐ (0596) 59.44.04

Directeur de la publication : Y. BARROUX
Responsable de la rédaction : Arnaud BELLAMY-BROWN
Editeur : Iedom
Imprimeur : Iedom
Achévé d'imprimer le 3 décembre 2008
Dépôt légal : décembre 2008
N° ISSN 0296 – 3116